

les diplômés



Numéro 356

Hiver 1987

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal / 2,00\$



Un jeu pour adultes

Page 7



Bibliothécaire ou courtier en information?
Un chercheur en santé
D'Iberville Fortier, commissaire aux langues

Un séjour...

de Rêve!

Forfait Neige: \$65.50

par personne, par jour, occupation double
chambre, petit déjeuner, dîner, taxes et service

Une question d'ambiance...

Un décor d'authenticité centenaire, une région riche en patrimoine, des équipements de loisirs et de détente de premier ordre.

Salle à manger, piscine, bain tourbillon, sauna, centre de santé de type européen et bars sympathiques viendront ajouter une note plus chaleureuse et détendue à votre séjour.

Un choix de 200 chambres, suites et villas dont certaines avec foyers.

et d'activités

Du ski de fond à travers les sentiers panoramiques du Domaine Saint-Laurent. Du ski alpin à proximité. Orford, Owl's Head, Bromont.

Le Domaine Saint-Laurent vous offre du plaisir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur... de façon à vous faire oublier les rigueurs de l'hiver. Patinage, raquette, balades en traîneau, saile de jeux, motoneige et plus.

HOTEL +++



**Domaine
Saint-Laurent
de Compton (Estrie)**

C. P. / P. O. Box 8180
Compton (Québec) J0B 1L0
1-800-567-2737
(819) 835-5464



Membre du plus important
réseau hôtelier du Québec

Chaque mois
100 000 gestionnaires et autres
passionnés du monde des affaires lisent

REVUE **COMMERCE**



Dans chaque numéro, vous retrouverez cette information que vous cherchez vainement ailleurs. **COMMERCE** vous entraînera à la découverte d'événements, de gens et d'entreprises tous plus fascinants, choisis dans l'ensemble des secteurs de l'économie et des affaires du Québec.

En voici des exemples tirés de numéros récents:

L'ÉCONOMIE

LE NON EN AVANCE! Les résultats d'une première enquête sur le projet de libre-échange Canada et États-Unis.

LES GENS

HERVÉ POMERLEAU. Qui est ce Beauceron dont on retrouve le nom sur les plus gros projets de construction?

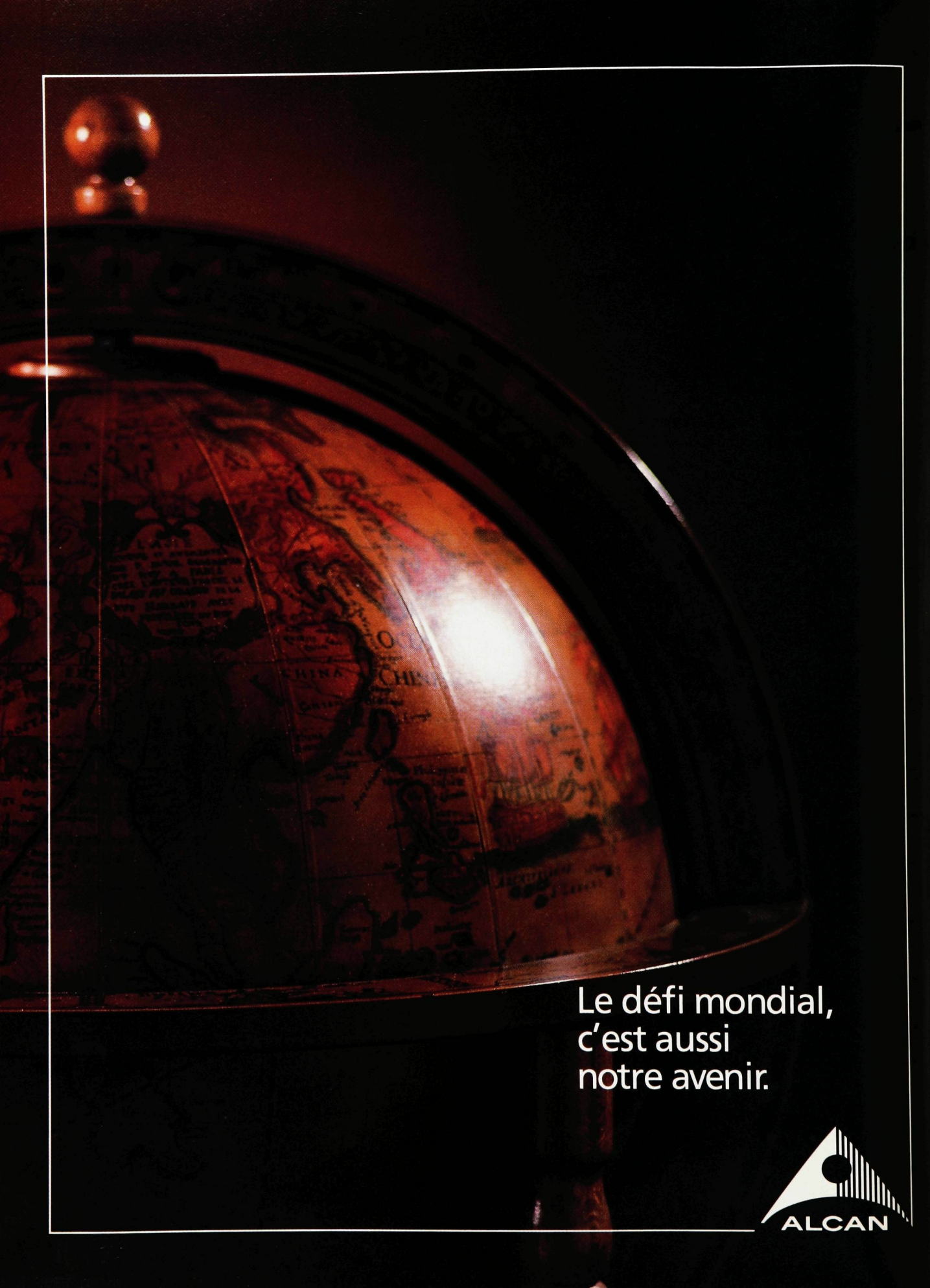
L'ENTREPRISE

A. L. VAN HOUTTE. Le succès foudroyant des café-bistrot Van Houtte risque d'amener la célèbre famille du café en Bourse.

L'ÉVÈNEMENT

L'AMÉRIQUE PRIVATISÉE. La privatisation des services publics aux États-Unis: le meilleur et le pire. (Article primé en 1986 par la Fondation québécoise d'éducation économique).

J'ÉCONOMISE EN M'ABONNANT IMMÉDIATEMENT
1 an 19,95\$ une économie de 13,05\$
2 ans 34,95\$ une économie de 31,05\$
 Évitez les délais, appelez aujourd'hui
(514) 842-3131



Le défi mondial,
c'est aussi
notre avenir.



Sommaire

les diplômés

Conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal

Pierre Grand'Maison, président
 Louise P. Leduc, première vice-présidente (activités et services aux membres)
 André Paquette, vice-président (revue)
 Louis Dalbec, vice-président (développement)
 Linda Pinchiaroli, vice-présidente (finances)
 Danielle Melanson, administratrice
 Rémi Gauthier, administrateur
 Denise Paquet, administratrice
 Louis Cyr, administrateur
 Pierre G. Trudeau, administrateur
 Jacques Lucier, administrateur et représentant de l'U. de M.
 Jean-Claude Lauzon, président sortant

Secrétaire général
 Michel Saint-Laurent

Représentants des diplômés au Conseil de l'U. de M.
 Robert Savoie
 Jean-Claude Villiard

La revue des diplômés de l'Université de Montréal
 Numéro 356, hiver 1987
 Date de parution: décembre 1986

Délégués du Conseil d'administration
 André Paquette, vice-président (revue)
 Denise Paquet
 Michel Saint-Laurent, secrétaire général

Rédacteur en chef
 Raymond Carboneau, Direction des communications de l'U. de M.

Rédacteur en chef adjoint
 Ronald Prigent, Direction des communications de l'U. de M.

Collaboration
 Hélène Bergeron, Michaël Constantin,
 Jacques Denis, Claude Lamarche,
 Louis-Martin Tard

Graphisme
 Jean-Claude Rousseau,
 Direction des communications de l'U. de M.

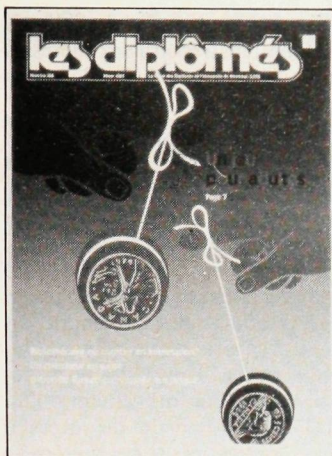
Photographies
 Bernard Lambert, Direction des communications de l'U. de M.

Impression
 Interlitho Inc.

Publicité
 Jean-Maxime Gaudet
 Gisèle Bertrand
 729-4559
 Carole Gauthier Soumis
 343-6230

Les auteurs des articles publiés dans *Les Diplômés* conservent l'entière responsabilité de leurs opinions.

Toute reproduction est autorisée à condition de mentionner la source et les auteurs.



ISSN 0228-9636
 Dépôt légal D-6880028
 Bibliothèque nationale du Québec
 Publiée quatre fois l'an

Tirage 80 000 (C.C.A.B.)

Siège social
 3535, chemin Queen Mary
 Bureau 210
 Montréal (Québec)
 H3V 1H8
 (514) 343-6230
 Prix d'un numéro: 2\$
 Abonnement annuel: 6\$
 A l'étranger: 8\$

Courrier de 2e classe

Enregistrement n° 6545

Avis aux parents

Si votre fille ou votre fils diplômé n'habite plus à votre domicile, pourriez-vous nous faire connaître sa nouvelle adresse afin que nous lui fassions parvenir un exemplaire de la revue?

Message du président

3 Vie de l'Association

7 Le dossier

8 Jean-Baptiste Québécois, actionnaire

En 1980, à peine 3% des Québécois détenaient des actions. Quatre fois moins que la moyenne canadienne. L'an prochain, nous allons dépasser cette moyenne.

11 Les règles du jeu

Pour protéger ceux qui « jouent » à la Bourse, il faut bien quelques règlements. Deux « arbitres » sont chargés de les appliquer.

14 Les actionnaires « maison »

Pourquoi une compagnie offre-t-elle à ses employés de devenir (un peu) patrons? Ceux-ci font-ils une bonne affaire d'accepter?

17 La recherche en santé se porte bien

Pour le directeur du GRIS, la recherche est interdisciplinaire, les chercheurs ont un rôle à jouer sur la scène publique et notre système de santé est moins malade qu'on ne le pense.

19 Bibliothécaire? Non. Courtier en information!

« Je rêve de l'année où nos étudiants se seront tous trouvés un emploi, mais pas un seul dans une bibliothèque »

22 D'Iberville Fortier

Après Rome, Bruxelles, Tripoli, Phnom Penh... Ottawa! La patience du diplomate de carrière sert bien l'actuel commissaire aux langues officielles.

25 Les diplômés universitaires sur le marché du travail

27 Le carnet

31 Diplômés-auteurs

32 Fonds de développement

message du président

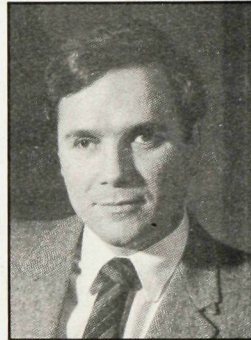
Faisons rayonner notre Université!

Nous avons très rarement le temps de nous arrêter et de prendre conscience de certaines réalités qui concernent notre Association. Ainsi, saviez-vous que notre organisme compte plus de 110 000 membres répartis dans le monde entier? Voilà qui en fait l'un des plus importants regroupements de diplômés au Canada. Tout diplômé de l'Université de Montréal fait automatiquement partie de notre Association.

Pourtant, me direz-vous, nous en entendons très peu parler. Je vous répondrai que pour accaparer toute la visibilité qui nous revient, nous avons définitivement besoin de votre implication et de votre participation à nos activités.

C'est en effet à chacun de nous, diplômés de l'Université de Montréal, qu'il incombe de faire la promotion de notre Université et de notre Association. Il faut que tous, dans notre milieu, nous fassions passer ce message de satisfaction et de fierté envers notre *alma mater*.

Je suis persuadé que vous n'hésitez pas à collaborer avec nous dans le cadre de ce grand mouvement de solidarité qui vise à reconnaître et à promouvoir la présence des diplômés de l'Université de Montréal dans toutes



les sphères de la société et à contribuer au rayonnement de l'institution.

Un sondage des plus positifs

En mai dernier, le Centre de sondage de l'Université et la firme Cossette Communication Marketing réalisaient un sondage auprès de 844 diplômés. Ce sondage avait entre autres comme objectif de déterminer le sentiment d'appartenance envers l'Université de Montréal.

Parmi les conclusions des analystes, nous désirons vous faire connaître les plus importantes:

- presque tous les diplômés (90%) se disent fiers d'être diplômés de l'Université de Montréal;

- la très grande majorité des diplômés (84%) s'accordent pour dire que l'Université de Montréal a le devoir de développer une élite francophone;

- une majorité de diplômés se montrent très ou assez intéressés aux rencontres avec d'anciens collègues.

Ces conclusions positives nous démontrent que tout est en place pour que l'Université de Montréal prenne, dans l'esprit du public, l'importance qu'elle occupe dans les faits au sein de notre société. Pour atteindre cet objectif, les diplômés ont un important rôle à jouer puisque le rayonnement de l'Université et de ses diplômés sont intimement reliés. L'Université profite du succès et de l'implication de ses diplômés; de même, la renommée et l'image d'excellence de l'institution bénéficient à tous ses diplômés.

Maintenant que nous sommes en position pour vraiment apprécier la formation que nous avons reçue, nous avons le devoir de faire rayonner notre institution dans notre entourage et d'en promouvoir, à la mesure de nos moyens, le développement. C'est certainement la meilleure façon de dire « merci » pour la formation reçue et de supporter ceux qui dirigent notre Université.

L'investissement

Ce mot, tellement à la mode ces derniers temps, a été utilisé à toutes les sauces. Le Comité de la revue a décidé d'en traiter particulièrement dans ce numéro. L'objectif est de permettre aux diplômés de mieux comprendre et de faire le point sur ce phénomène qui prend de l'ampleur et qui change irrémédiablement notre style de vie.

En dernier lieu, je désire, au nom de tous mes collègues qui siègent sur le Conseil d'administration et en mon nom personnel, vous souhaiter une très belle période de fêtes et une très bonne année 1987.

Bonne lecture et au plaisir de vous rencontrer à l'une de nos nombreuses activités sociales.

Le président,

Pierre Grand'Maison, ing.
Polytechnique 1973

Midland Doherty Ltée.

Courtiers en Valeurs Mobilières
au service des investisseurs
québécois depuis 1898.

1 Place Ville Marie
bureau 3815
Montréal, Québec
H3B 4M6
Tél.: (514) 879-1050

800 boul. Dorchester ouest
bureau 340
Montréal, Québec
H3B 1X9
Tél.: (514) 876-1405

la vie de l'association

13^e soirée annuelle des Diplômés

Plus de 400 diplômés, parents et amis, s'étaient donné rendez-vous le 31 octobre dernier à la cafétéria des sciences sociales pour participer à la treizième soirée annuelle des Diplômés.

Le président de l'Association, M. Pierre Grand'Maison, était l'hôte de la soirée. Celle-ci se déroulait sous le thème *les Diplômés en fête*. Le programme de la soirée était le suivant: partie d'huîtres, suivie d'un casino.

Suite à l'initiative de M^e André Paquette (droit 55), l'Association avait décidé d'inviter d'une façon toute particulière les anciens responsables de l'A.G.E.U.M. de 1950 à 1968, de façon à souligner leur implication antérieure dans la vie de l'Université.

L'Association était particulièrement heureuse de la présence du recteur, M. Gilles G. Cloutier, et de plusieurs autres représentants de l'Université de Montréal.

Merci à tous les diplômés présents. Au plaisir de vous revoir à la quatorzième soirée annuelle des Diplômés de l'Université de Montréal.



Le vice-recteur à l'administration, M. Jacques Lucier, s'est improvisé ouvreuseur d'huîtres.



Le recteur, M. Gilles G. Cloutier, était lui aussi présent à la fête.



Au programme de la soirée: des tables de casino!

Comité organisateur

M. Pierre Grand'Maison, président
 M^e Louise P. Leduc, première vice-présidente
 M. Louis Dalbec, vice-président
 M^e Linda Pinchiaroli, vice-présidente
 M^e André Paquette, vice-président
 M^e Danielle Melanson, administratrice
 M. Michel Saint-Laurent, secrétaire général

Les amis de la soirée

Assurances Bélair
 Assurances Les Coopérants
 Assurances J. Meloche, Inc.
 Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal
 Banque de Montréal
 Banque nationale du Canada
 Bell Canada
 Brasserie O'Keefe, Ltée
 Direction des communications de l'U. de M.
 Eau minérale Saint-Justin

Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'ouest du Québec
 Groupe S.N.C.
 J.L.P. et associés, architectes
 La Laurentienne, mutuelle d'assurance
 Lavalin
 La Presse
 Le Devoir
 Le Groupe Desjardins - assurances générales

Les Affaires
 Les Rôtisseries Saint-Hubert, Ltée
 Pratt et Whitney Canada, Inc.
 Réceptions et congrès
 Société commerciale La Vérendrye, Ltée
 Tecsubt, Inc.
 Téléglobe Canada
 Trust général
 Ultramar

la vie de l'association

Retrouvailles à New York

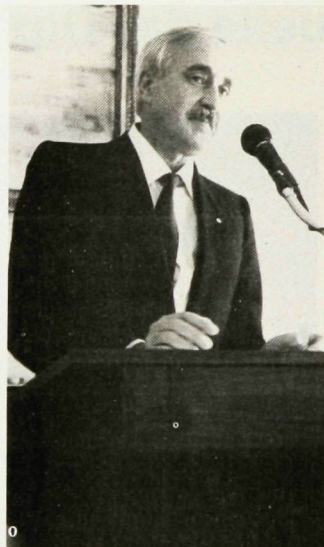
Le 17 septembre dernier, le recteur de l'Université de Montréal, M. Gilles G. Cloutier, était invité à prononcer une conférence devant les membres de l'Americas Society. Profitant de cette occasion, l'Association des diplômés de l'Université de Montréal a organisé une soirée de retrouvailles pour nos diplômés qui résident à New York.

Une quarantaine de personnes, diplômées et amies de l'Université de Montréal, ont assisté à cette réception offerte à leur intention par l'Association, en collaboration avec la Délégation générale du Québec à New York. Madame

Rita Dionne Marsolais, déléguée générale, avait accepté avec plaisir que la réception se tienne dans les salons de la délégation, au Rockefeller Center.

Plusieurs personnes de Montréal assistaient à cette réception. Entre autres, nous tenons à souligner la présence du recteur, M. Gilles G. Cloutier; du président des Diplômés, M. Pierre Grand' Maison; de la première vice-présidente, M^{me} Louise P. Leduc et de M^{me} Denise Paquet, administratrice.

Cette réception a permis à de nombreux diplômés de notre Université qui résident à



Le recteur Cloutier devant les membres de l'Americas Society.

New York de mieux se connaître et de mettre sur pied un réseau susceptible d'organiser des activités sociales plus fréquentes.

Déjà, notre Association avait organisé ce genre d'activités à Paris et Sherbrooke en 1985. Cette année, en plus de New York, nous avons bien l'intention de regrouper nos diplômés de Québec et d'Ottawa.

Chacune de ces soirées de retrouvailles donne lieu à la formation d'un comité organisateur dont le mandat est de mettre sur pied d'autres activités susceptibles de regrouper et de faire se rencontrer nos diplômés.

Retrouvailles A.G.E.U.M. (1950-1968)

Suite à l'initiative de M^{re} André Paquette (droit 55) et grâce à la collaboration de la brasserie O'Keefe, les principaux responsables de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (A.G.E.U.M.) et de ses comités

ont pu se retrouver le vendredi 19 septembre 1986.

Plus de soixante personnes s'étaient donc donné rendez-vous afin de revoir certains de leurs collègues du temps de leur implication au sein de l'importante structure

qu'était l'A.G.E.U.M. d'alors.

Toutes les personnes présentes ont été unanimes pour faire ressortir avec quel intérêt et quel enthousiasme elles avaient accepté de participer à cette soirée spéciale qui leur donnait l'occasion de faire remonter à la surface plus d'un bon souvenir.

Pour les Diplômés, il s'agissait là d'une première

tentative pour faire se rencontrer les diplômés qui étaient les plus actifs au sein de l'association étudiante d'alors à l'Université de Montréal.

Suite au succès retentissant qu'a connu cette soirée, nous avons bien l'intention de récidiver, afin de permettre à ces diplômés de pouvoir se rencontrer à nouveau dans un avenir rapproché.



Chantal Gagnon (F.A.S. 1978) ex compagne de Micheline Ste-Marie (médecine 1967)



De gauche à droite: William G. Morris (droit 1956), Jean Thibault (pharmacie 1957), Gilles Legault (droit 1954), André Paquette (droit 1955) et Jean-Guy Fredette (droit 1958).

la vie de l'association

Diplômés, cherchez votre nom

Si vous avez, avant 1983, présenté une thèse de doctorat qui porte sur les réalités canadiennes ou sur les Canadiens, et si votre thèse a été acceptée par une université du Canada, des États-Unis, de Grande-Bretagne, par celle de Dublin (Irlande) ou de New South Wales (Australie), vous trouverez votre nom et le titre de votre thèse dans un ouvrage que vient de publier la Bibliothèque nationale du Canada et qui est intitulé « Thèses de

doctorat concernant le Canada et les Canadiens 1884-1983 ».

Ce bottin de cent ans de culture universitaire contient, classées par discipline, quelque 116 000 mentions. La plus ancienne: celle de Thomas Rambaut pour sa thèse « A sketch of the Constitutional History of Canada » réalisée à l'Université Columbia en 1884.

Un commentaire historique accompagne la présentation de chaque discipline. Ainsi apprend-on qu'en psy-

chologie, l'Université de Montréal se classe très honorablement par le nombre de ses thèses; qu'en histoire, elle vient après les universités de Toronto, Laval et Queen's; et que pas un établissement universitaire francophone n'a produit l'une des sept thèses consacrées à Sir Wilfrid Laurier.

L'Université de Toronto fournit le quart de tous les ouvrages présentés pour l'obtention d'un doctorat et con-

sacrés aux Canadiens et aux réalités canadiennes. McGill est première en géologie, en climatologie et en météorologie, U.B.C. en botanique et en foresterie. L'Université de Montréal, qui vient au cinquième rang pour les sciences et au troisième pour la littérature, se distingue en droit.

L'auteur de cette somme, Jesse J. Dossick, dit avoir consacré huit ans de sa vie à la composer. On veut bien le croire.

Message important

Vous désirez organiser un anniversaire de promotion? Nous pouvons vous aider à retracer vos collègues en vous fournissant des listes de diplômés. Pour tout renseignement à ce sujet, nous vous demandons de communiquer avec le secrétariat des Diplômés de l'Université de Montréal:

3535, chemin Queen Mary
Bureau 210
Montréal (Québec)
H3V 1H8
Tél.: (514) 343-6230

Nous sommes à votre disposition pour vous aider à faire, de toute rencontre avec vos anciens collègues de l'Université, un véritable succès.

Quelques activités à venir

Gala du Mérite - samedi 11 avril 1987
Assemblée annuelle - mercredi 29 avril 1987
Tournoi de golf - lundi 25 mai 1987
Retrouvailles à Ottawa - à déterminer
Soirée de théâtre - à déterminer

LGS

CONSEILLERS EN INFORMATIQUE INC

Québec (418) 653-6574

Montréal (514) 861-2673

Ottawa (613) 234-9089

Toronto (416) 225-4300

Vancouver (604) 688-2521



Mercurie de l'emploi, PME
Finaliste, entreprise de services

LA BOURSE DE MONTRÉAL... plus qu'un marché d'actions

La Bourse de Montréal offre un éventail de produits à ceux qui connaissent les avantages liés à la diversification. Aux autres, la Bourse offre des cours d'initiation au marché boursier.

BOURSE DE MONTRÉAL

Aux entrepreneurs qui cherchent à financer l'expansion de leur entreprise, la Bourse de Montréal offre un service d'experts-conseil, le Service aux entreprises, pour les aider dans leur recherche de capitaux.

Pour de plus amples informations, contactez le Service des communications ou le service aux entreprises au:

(514) 871-2424 de Montréal ou

(800) 361-5353 du Québec.



Vous avez fait du chemin,
donnez-vous les
moyens d'aller plus loin.

MARGE
DE CRÉDIT
PERSONNELLE
COMMERCE

La Marge de crédit personnelle Commerce. Une fois votre demande approuvée, vous établissez vous-même le montant de votre emprunt. Sur-le-champ. Plus de demande de prêt à faire chaque fois que vous avez besoin d'argent, lorsque vous avez prouvé votre stabilité financière. Jusqu'à concurrence de 100 000 \$ à votre portée. Une gestion plus souple de vos finances personnelles peut vous permettre d'aller plus loin.



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

Un jeu pour adultes



L'expression *Jouer à la Bourse* est certainement plus répandue parmi ceux et celles qui ne connaissent pas grand' chose au commerce des valeurs mobilières qu'auprès des véritables experts en la matière. On peut quand même parier que parmi la nouvelle vague des actionnaires québécois (quelque 250 000 ont déferlé sur le seul marché des Réa depuis 7 ans!), certains ont vu là une chance inespérée de jouer à une version améliorée du *Monopoly* de leur enfance!

Il reste que pour la plupart des détenteurs de portefeuilles d'actions, le jeu (si jeu il y a) en vaut plusieurs fois la chandelle. C'est que les enjeux sont grands. La capitalisation boursière des sociétés inscrites à la cote de la Bourse de Montréal atteignait, le 31 décembre dernier, 387,5 milliards de dollars!

Autre preuve de l'engouement des Québécois pour la « chose », on n'a jamais tant parlé, tant écrit sur la Bourse, sur les investissements. *Commerce, Finance* et *Les Affaires* tirent au total à plus de 125 000 copies. Avec ses 70 000 copies vendues, *Les Affaires* rejoint plus de 200 000 lecteurs chaque semaine! Et ce n'est pas tout! Depuis le mois dernier, *La Presse* offre toutes les semaines un cahier spécial sur la Bourse. Dernièrement, *L'Actualité* consacrait sa page couverture au président André Saumier (qui a démissionné de son poste depuis).

« La bourse ou la vie! », lançaient à leurs victimes les détresseurs de grand chemin des siècles passés. Bourse s'écrit aujourd'hui avec un grand « B ». C'est vrai qu'on y risque toujours sa fortune. Mais que voulez-vous, c'est la vie...

Jean-Baptiste Québécois, actionnaire

En 1980, à peine 3% des Québécois détenaient des actions. Quatre fois moins que la moyenne canadienne. L'an prochain, nous allons dépasser cette moyenne.

Michaël Constantin

Le marché de l'investissement est en voie de devenir une véritable industrie au Québec. Une étude effectuée par la Commission des valeurs mobilières du Québec estime la valeur totale du portefeuille d'actions des Québécois à 10 milliards de dollars. Et la clientèle tend à se diversifier de plus en plus. « Il y a cinq ans, c'étaient les gens de 35 ans et plus gagnant des revenus moyens supérieurs qui investissaient », indique Normand Balthazard (H.E.C. 1978), vice-président de la firme de courtage en valeurs mobilières Deragon Langlois Ltée. Aujourd'hui, les jeunes et les personnes plus âgées ont décidé de passer du statut de simple épargnant à celui d'investisseur.

L'influence du Réa

Depuis l'instauration du Régime d'épargne-actions il y a quelques années, une foule d'entreprises ont pu profiter des



avantages du marché boursier, particulièrement les petites et moyennes entreprises. En s'ouvrant sur le marché public, ces compagnies ont pu disposer de sommes substantielles que seules les banques pouvaient jusqu'alors mettre à leur disposition.

L'épargnant, devenant investisseur, profite à la fois du rendement des actions achetées et des déductions d'impôt liées au Régime d'épargne-actions. La *Loi sur l'impôt* prévoit en effet que certaines émissions d'actions peuvent donner à leur détenteur une déduction variant de 50% à 100% de leur coût d'acquisition. Voilà qui réduit le risque de l'investissement! Toutefois, l'acquisition des actions Réa est limitée à 20% du salaire brut jusqu'à concurrence de 12 000\$, moins les contributions versées à un Régime enregistré d'épargne-retraite ou à un Régime enregistré de pension.

Les actions Réa doivent être conservées durant au moins deux ans pour que le contribuable puisse bénéficier des déductions d'impôt. Il pourra les revendre

après quelques mois, s'il réalise un gain en capital important par exemple. Mais pour profiter des déductions, il devra immédiatement racheter d'autres actions Réa pour le même montant de déduction. Quant aux actions non Réa, ou ordinaires, elles peuvent être revendues à n'importe quel moment, sans contrainte.

Soulignons que la notion de Réa n'a rien à voir comme tel dans l'émission des actions mais doit être vue de l'angle de l'investisseur. En d'autres termes, les actions Réa et les actions ordinaires sont exactement les mêmes. C'est à l'investisseur de choisir ce qu'il veut en faire au moment de l'achat.

Tout indique qu'en 1986, pour quelque deux milliards de dollars d'actions admissibles au Réa seront émises au Québec. Des entreprises de toutes sortes auront donc passé de société fermée à société ouverte avec nombre illimité d'actionnaires. D'où l'importance pour l'investisseur d'être vigilant et de bien se renseigner pour savoir dans quels paniers mettre ses œufs.

Soulignons à cet effet que les petites entreprises ne sont pas nécessairement plus risquées que les autres. « Il existe des jeunes entreprises qui peuvent, dans un laps de temps relativement court, avoir des bases financières très solides qu'une compagnie plus âgée n'aura pas réussi à bâtir. Tout dépend des facteurs d'activités, des immobilisations et du fonds de roulement requis » affirme Lucien Perron (droit 1966), avocat pour la firme DeGrandpré, Godin, Paquette, Lasnier & Alary.

Le mécanisme d'émission

Le processus qui mène une compagnie à émettre des actions est relativement complexe. Lorsqu'une entreprise veut se lancer sur le marché public, elle doit contacter un courtier et lui faire part de sa situation financière. « Il faut suivre les règles de la Commission des valeurs mobilières et rédiger un prospectus qui doit représenter *full, true and plain disclosure* de tout le portait de la

compagnie, tant au niveau des finances, de l'historique que de ses activités », explique M. Perron. De plus, les statuts constitutifs de la compagnie doivent être modifiés pour faire en sorte d'enlever les restrictions rattachées à une compagnie fermée.

Suite à cette démarche, un prospectus provisoire sera émis et passé au peigne fin par la Commission des valeurs mobilières. Mais ce prospectus servira aussi au courtier, qui pourra tâter le terrain, vérifier l'intérêt que l'émission suscite dans le public. Ensuite arrive l'étape du prospectus final, où apparaissent la date d'émission, le nombre d'actions et leur prix. La Commission effectue une dernière vérification et émet un visa qui permet à l'émetteur de mettre en vente ses actions.

Notons que l'acheteur ne paie pas de commission au courtier lors d'une émission sur le marché primaire (ou, si vous préférez, lors d'une première émission). C'est la compagnie émettrice qui remettra une somme variant de 6,5% à 8% au courtier. Au lendemain de la clôture de la vente des actions, ces dernières passent *de facto* au marché secondaire et, pour toute transaction, l'investisseur devra payer une commission à son courtier, commission qui

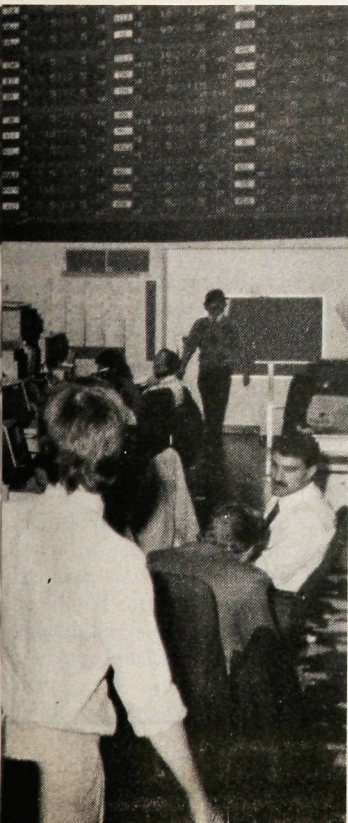
variera de 1% à 3%, selon une échelle sophistiquée.

Qui investit?

En principe, n'importe qui disposant de quelques économies à la banque peut accéder, via son courtier, au parquet de la Bourse. D'ailleurs, un sondage réalisé au début de l'année pour le compte de la Commission des valeurs mobilières indique que pour 40% des porteurs, la valeur du portefeuille d'actions est inférieure à 5 000\$. Le tiers des portefeuilles québécois varient de 5 000\$ à 25 000\$, la moyenne s'élevant à 21 000\$.

Ce même sondage montre que le bloc d'investisseurs le plus important (45%) est encore composé de personnes âgées de 35 à 54 ans. Par contre, les 25-34 ans et les 55 ans et plus représentent chacun 25% des investisseurs. Les 18-24 ans se partagent le reste. Ces données s'expliquent en partie par le fait que près de 90% des porteurs d'actions ont un revenu dépassant 30 000\$.

Mais le tableau devrait se modifier graduellement au cours des années qui viennent. On nous apprend en effet dans ce sondage que les nouveaux porteurs d'actions (depuis moins d'un an) sont en moyenne plus jeunes et



Jacques Bertrand

LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.

360, RUE ST-JACQUES
MONTREAL, QUÉBEC
H2Y 1P7

REA, REER, ACTIONS
obligations, fonds mutuels

Tél.: 879-2222



RECHERCHE SUR LE TRAITEMENT DE L'ALCOOLISME

LE CENTRE DE RECHERCHES DU CENTRE HOSPITALIER DOUGLAS EXPERIMENTE, SUR UNE BASE EXTERNE, UNE NOUVELLE APPROCHE POUR RÉDUIRE LE DÉSIR DE BOIRE.

LES PERSONNES INTÉRESSÉES, DE LA RÉGION DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, PEUVENT OBTENIR DES INFORMATIONS AUPRÈS DE L'INFIRMIÈRE AU 761-6131 LOCAL 2318.

sont proportionnellement plus nombreux dans les tranches de revenu inférieures. « Les jeunes ont commencé à croire qu'il y a autre chose que le bas de laine et que les obligations d'épargne et que les actions des compagnies québécoises ne sont pas si risquées et offrent un bon potentiel de gain et de rendement » affirme Normand Balthazard.

Il semble que la voie privilégiée pour accéder au marché soit le Réa. Près de 50% des porteurs d'actions se sont intéressés au marché depuis moins de quatre ans, ce qui correspond à la période d'essor du Régime d'épargne-actions, souligne le sondage de la Commission.

La diversification du portefeuille

Quiconque se met à « jouer à la Bourse » espère bien entendu un rendement supérieur à celui

des certificats d'épargne ou des obligations, qui tourne actuellement autour de 8% ou 9%. Il s'agit des placements les plus sécuritaires, mais qui ne comportent pas de potentiel de croissance. Mais à quel rendement un investisseur doit-il s'attendre? « Tout dépend de la diversification et des objectifs du portefeuille », répond M. Balthazard.

Pour établir un portefeuille d'actions, le courtier en valeurs mobilières doit savoir exactement ce que l'investisseur veut. En se tournant vers les *blue chips*, autrement dit les titres les plus connus (Bell Canada, C.P., les banques...), l'investisseur aura en main des actions qui fluctueront relativement peu. Le rendement sera facilement prévisible alors qu'avec un portefeuille plus agressif, composé d'actions de jeunes firmes ou d'entreprises en plein essor, le cours peut monter beaucoup plus,

et beaucoup plus rapidement; mais les chutes peuvent être tout aussi abruptes. On peut quand même affirmer sans risquer de se tromper qu'un rendement de 20% est tout à fait réalisable.

La règle d'or: la diversification du capital dans plusieurs entreprises et même la diversification au niveau des risques. Selon M. Balthazard, un portefeuille de 10 000\$ à 15 000\$ permet déjà une bonne distribution. Le portefeuille peut progresser très graduellement. Avec le temps, l'investisseur, de concert avec son courtier, sera de plus en plus en mesure de juger des possibilités de rendement de ses actions.

« Le partage se fait au fil des années. Il est normal que de nouveaux clients qui sortent de l'université commencent par un Réa. Ensuite, ils ajoutent un régime de retraite et des abris fiscaux. Plus tard, les enfants commencent

à être plus grands, la maison est payée, ils sont moins serrés. Ils ont des promotions et là ils commencent à investir dans un portefeuille d'actions ordinaires », explique Normand Balthazard.

Un marché en croissance

En 1980, seulement 3% de la population québécoise investissait alors que la moyenne nationale tournait autour de 10% ou 11%, rappelle M. Balthazard. L'instauration du Régime d'épargne-actions a été le moteur principal de cette croissance. « En ce moment, 11% des Québécois sont des investisseurs et on est actuellement en train de passer devant plusieurs autres provinces. Je pense qu'avec le rythme de croissance que l'on connaît, on pourrait bien dépasser, cette année ou l'année prochaine, la moyenne nationale. »

VOUS CHERCHEZ UN INVESTISSEUR?

NE CHERCHEZ PLUS!

La division du Capital de risque de la BFD

Si vous êtes à la recherche d'un investisseur en capital de risque pour votre jeune entreprise en pleine croissance, communiquez dès maintenant avec notre division du Capital de risque. Faites-nous connaître votre compagnie et vos projets.

Téléphonez-nous dès aujourd'hui au: **(514) 283-2113**

*The Bank offers its services
in both official languages.*

ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE



Banque fédérale
de développement

Federal Business
Development Bank

Canada

Ronald Prigent

Les règles du jeu

Pour protéger ceux qui «jouent» à la Bourse, il faut bien quelques règlements. Deux «arbitres» sont chargés de les appliquer.

Dans un lointain champ aurifère de l'Abitibi, un foreur à l'emploi de Mines d'or A.B.C., Inc. réalise soudain qu'il est tombé sur le gros lot! Dans la carotte qu'il vient d'extraire du sous-sol, il aperçoit distinctement des traces d'or! Aucun doute n'est possible: il s'agit là d'un filon extrêmement riche.

Plutôt que de faire part immédiatement de sa découverte à son employeur, notre foreur se rend discrètement téléphoner à un courtier de ses connaissances. Ensemble, ils achètent sur le parquet de la Bourse pour plusieurs milliers de dollars d'actions de Mines d'or A.B.C. Une fois connue la bonne nouvelle, la valeur de ces actions grimpe. Du jour au lendemain, elles valent le double, le triple et même plus de leur valeur initiale!

Beau profit en perspective pour notre foreur et son courtier. Sauf qu'il y a fort à parier qu'ils ne l'emporteront pas en paradis! Car, bien entendu, une «passe» aussi «fumante» est illégale... et les autorités veillent...

Des enjeux colossaux

En 1985, à la Bourse de Montréal, il s'est transigé pour une valeur de plus de 10,5 milliards de dollars sur le seul marché des actions. À l'heure actuelle, on estime qu'environ 11% de Québécois et de Québécoises sont détenteurs d'actions.

Les enjeux sont donc colossaux. Et les investisseurs, les petits comme les gros, exigent que les règles du jeu soient les mêmes pour tous... et qu'elles soient respectées. Car ils ne sont pas sans savoir que chaque fois que l'un d'entre eux fait un profit d'un dollar sur une transaction boursière, quelqu'un d'autre (eux-mêmes, qui sait?) doit sortir le dollar en question de sa poche!

Au Québec, ce rôle de protection du public investisseur échoit à deux organismes: la Commission des valeurs mobilières du Québec (C.V.M.Q.) et la Bourse de Montréal.

«Il y a deux grands principes qui guident notre action et celle de la C.V.M.Q.», explique Richard Morin (sciences économiques 1982), assistant-directeur au Service des entreprises de la Bourse de Montréal. «Primo, le public doit avoir accès à toute l'information pertinente pour faire de sains investissements. Secundo, tout le monde doit avoir accès à cette information en même temps.»

L'information privilégiée

Cet accès à l'information «privilégiée», comme celle recueillie par notre hypothétique foreur de mines d'or, préoccupe particulièrement le Service de la surveillance du marché de la Bourse de Montréal.

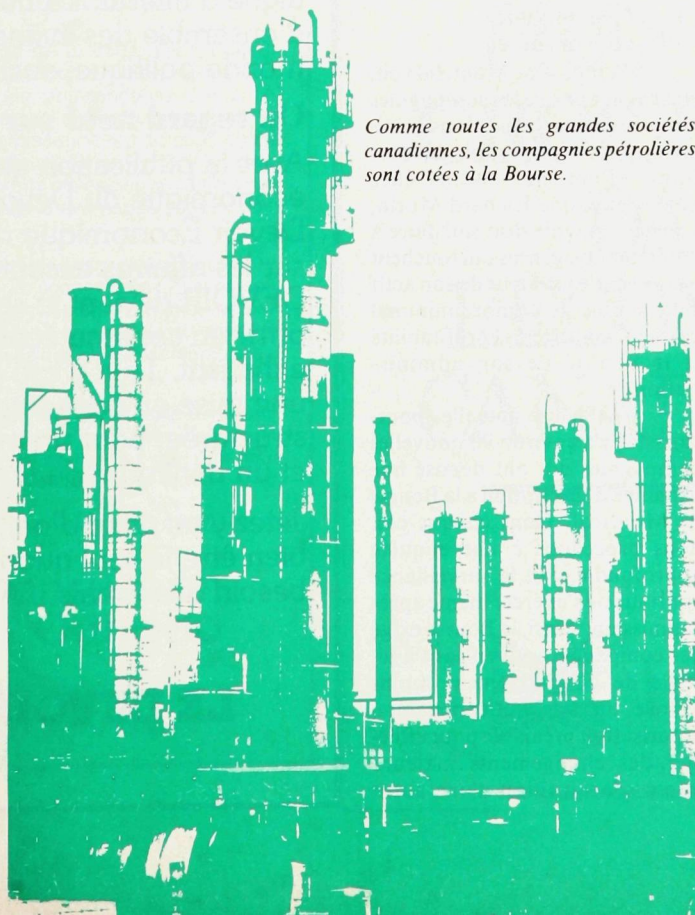
«Une compagnie qui s'apprête à rendre publique une information importante la concernant doit nous en aviser au préalable», poursuit Richard Morin. «Si, après consultation avec cette compagnie, nous jugeons que la nouvelle risque d'avoir un impact sur la valeur des actions, nous allons suspendre temporairement les transactions sur ce titre, tant que nous ne serons pas assurés que l'information complète a été diffusée.»

«Il n'est pas toujours nécessaire de suspendre les transactions», précise Richard Morin. «Mais, dans tous les cas, nous devons nous assurer que l'ensemble des investisseurs ont accès à la même information en même temps.»

Cette précaution est loin d'être superflue. Certains événements risquent en effet d'avoir un impact considérable sur la valeur des titres d'une entreprise.

«L'affaire impliquant les compagnies LAC Minerals et International Corona est un classique dans le genre», raconte Richard

Comme toutes les grandes sociétés canadiennes, les compagnies pétrolières sont cotées à la Bourse.



Morin. « International Corona contestait à LAC Minerals la propriété de l'une des plus importantes mines d'or du Canada. Le jugement du tribunal, favorisant International Corona, fut rendu public un vendredi soir, tout juste à la veille du congrès annuel de l'Association des prospecteurs miniers!



Richard Morin, de la Bourse de Montréal.

Les actions de LAC Minerals avaient clôturé à 41\$ le vendredi. Elles se transigeaient à 21\$ à l'ouverture le lundi matin!»

L'épreuve du prospectus

Avant d'être transigées à la Bourse (sur le marché *secondaire*), les actions d'une compagnie doivent d'abord être émises (sur le marché *primaire*). Ce processus est réglementé par la Commission des valeurs mobilières. Cette dernière exige notamment de toute compagnie qui désire émettre des actions sur le marché public de l'épargne qu'elle publie au préalable un prospectus.

Qu'est-ce qu'un prospectus? Grosso modo, explique Paul Guy, président de la Commission, il s'agit d'une brochure d'une trentaine de pages, d'apparence plutôt humble, qui porte en frontispice l'identification de la compagnie émettrice du titre. Ce document contient une foule de renseignements. On y retrouve l'histoire de la compagnie, le détail de ses activités de production ainsi que l'évolution de son chiffre d'affaires et de ses profits. Les noms des dirigeants, leur importance comme

actionnaires et leur rémunération globale y sont aussi indiqués. Mais, surtout, on peut y lire à quelles fins la firme entend utiliser les argents qu'elle recevra de la vente de ses actions ou obligations.

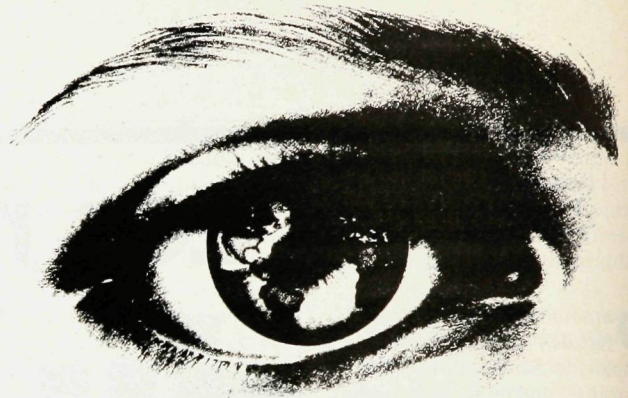
Le prospectus définitif est examiné à la loupe par la Commission. Une liste de remarques est dressée et soumise à la firme émettrice et à son intermédiaire, le courtier. «Il s'ensuit une négociation portant sur les corrections qui seront apportées», explique le président Guy. Plus souvent qu'autrement, les critiques de la Commission touchent le manque de clarté des informations financières. À l'occasion, la C.V.M.Q. relève aussi des informations erronées.

Pour serrés qu'ils soient, les filets de la C.V.M.Q. n'empêchent pas toujours que des informations frauduleuses se retrouvent dans le document. Lorsque pareille chose se produit, la Commission peut décider d'entamer des poursuites.

Une enquête approfondie

La Bourse de Montréal voit, elle aussi, à ce que les compagnies remplissent des conditions minimales pour l'inscription de leurs titres. «Pour être inscrite chez nous», explique Richard Morin, «une compagnie doit satisfaire à différentes exigences qui touchent par exemple la valeur de son actif net tangible, le nombre minimal de ses actionnaires, sa profitabilité et la qualité de son administration.»

«À l'heure actuelle, poursuit-il, il y a environ 90 nouvelles compagnies qui ont déposé une demande d'inscription à la Bourse de Montréal. Dans chaque cas, nous procédons à une enquête approfondie.» Et la surveillance continue de s'exercer même après l'admission. Ainsi, la Bourse exige des compagnies qui en sont à un stade de développement moins avancé qu'elles obtiennent son autorisation préalable pour effectuer des changements majeurs comme l'acquisition d'une autre



UN REGARD NEUF SUR LE MONDE

...regard neuf parce qu'il y a du sang neuf au journal LE DEVOIR! Une équipe de journalistes dynamiques et chevronnés qui s'ingénient à tamiser la masse d'informations quotidiennes pour ne vous en livrer que l'essence. Une substance digne d'intérêt. La meilleure vue d'ensemble des événements dans le monde politique, social et culturel.

Un regard neuf sur les affaires

Avec la publication quotidienne du cahier économique du Devoir et du Magazine Le Devoir Économique mensuel, un regard sur les affaires exceptionnel: le journal LE DEVOIR devient le seul quotidien à vous offrir un contenu économique et financier exhaustif. Tout y est! À tous les jours! Dans une mise en page intelligemment structurée, pour un maximum d'efficacité et un minimum de temps de lecture.

Jetez-y un coup d'oeil! Le Devoir pourrait bien être le seul quotidien dont vous avez besoin désormais... Abonnez-vous!

LE DEVOIR ESSENTIEL!

entreprise ou la vente d'une partie de leurs actifs.

Qu'arrive-t-il en cas de violation des règles ou, pire encore, de fraude? La Bourse peut suspendre la compagnie fautive et même la désinscrire. «Mais cela ne se ferait que dans des cas extrêmes», précise Richard Morin. «La raison majeure, c'est que de telles mesures pénaliseraient fortement les actionnaires qui n'ont rien à voir avec l'infraction reprochée et qui ne pourraient plus transiger leurs actions.»

N'est pas courtier qui veut

Tant pour acheter une nouvelle émission d'actions que pour transiger par la suite ces actions sur le parquet, l'investisseur «normal» doit passer par

l'intermédiaire d'un courtier. Au Québec, n'est pas courtier qui veut. Pour s'afficher tel, il faut en effet l'approbation préalable de la Commission des valeurs mobilières.

Cette approbation n'est accordée que moyennant respect de certaines conditions, dont entre autres le maintien d'un capital en garantie et l'adhésion à un code d'éthique. La C.V.M.Q. procède régulièrement à une inspection des maisons de courtage, question de s'assurer qu'elles respectent les règles. Elle procède de plus à une enquête *ad hoc* lorsque des plaintes relatives au comportement d'un courtier lui sont adressées.

La Bourse de Montréal a également le pouvoir de mener une enquête approfondie sur les activités de tout courtier inscrit

chez elle. Les nouvelles technologies sont également mises à profit pour dépister les activités douteuses: on a récemment implanté un logiciel de surveillance des marchés, capable de détecter toute anomalie de prix ou de volume sur un titre donné.

Éduquer le public

Dernier volet de cette vocation de protection du public investisseur: l'éducation. «À la Bourse de Montréal, affirme Richard Morin, nous avons créé divers programmes d'information et d'éducation. La réponse du public est fort encourageante.»

En 1985, 4 000 personnes se sont inscrites aux cours d'initiation au marché boursier offerts à Montréal, à Québec et dans six autres villes de la province. Un

concours de simulation des transactions boursières pour les étudiants des niveaux secondaire, collégial et universitaire a intéressé quelque 14 000 participants. Quant au Salon de l'épargne-placements de Montréal, il a attiré cette année 86 000 visiteurs!

Bref, l'investisseur québécois semble jouir d'une série de mesures de protection à l'encontre des pratiques frauduleuses ou «irrégulières». Par contre, si la valeur d'un titre acheté à prix fort chutait abruptement, vous n'obtiendriez probablement pas grand chose en allant vous plaindre à la Commission des valeurs mobilières ou à la Bourse de Montréal. On vous répondrait sans doute que «la loi (du marché) est dure, mais c'est la loi!»

(Collaboration: Jean-Claude Dauphin)

CAPITAL DE RISQUE


AVEZ-VOUS CONSIDÉRÉ DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES?

Consultech Canada, une division de la corporation Consultech Internationale, se spécialise dans l'obtention de fonds pour financer les projets de nos clients en croissance via le financement bancaire, le capital de risque et l'aide gouvernementale. Avec plus de 130 mandats, notre croissance rapide nous oblige à rechercher plus de sources de capital de risque et d'investisseurs. Plusieurs de ces investissements privés peuvent être structurés de façon à assurer un maximum d'avantages fiscaux pour les investisseurs.

Ces investissements représentent du financement pour notre clientèle variée dans tous les secteurs économiques; que ce soit, par exemple, dans l'immobilier, la technologie ordonnée, les produits pharmaceutiques, la technologie aérospatiale ou alors les centres touristiques. Nous recherchons des investissements allant de 100,000 \$ à 35,000,000 \$.

Si vous êtes intéressé à diversifier votre portefeuille d'investissement, ou celui de vos clients, veuillez contacter Howard R. Silverman de notre Groupe de Capital de Risque, afin que nous puissions discuter d'opportunités bénéfiques pour tous.

Nous vous garantissons une entière discrétion.

 Consultech
Canada

1 Westmount Square, Suite 1451
Westmount, Québec H3Z 2P9
Tel.: (514) 989-1242 ou 1-800-361-3005

UNE PRÉSENCE CROISSANTE DANS L'ÉCONOMIE CANADIENNE



Imasco

Imasco Limitee
4, square Westmount, Montreal H3Z 2S8
(514) 937-9111

Il existe des porteurs d'actions heureux. Ainsi Claude Maillé (poly 1969), aujourd'hui directeur du service de la fiabilité et de la gestion de la qualité chez Sico, la grande fabrique de peinture. Ainsi Daniel Bureau (informatique 1977), conseiller chez C.G.I.

Ils sont tous deux micro-actionnaires de leur compagnie. Celles-ci favorisent l'actionariat des membres de leur personnel en les invitant à participer individuellement à leur capital-actions.

Sico en actions

Claude Maillé, micro-propriétaire de Sico, rappelle que son entreprise pratique depuis plus de vingt ans cette formule actuellement en grande vogue. Et que dès 1958, elle fut l'une des premières au Québec à répartir une partie de ses profits entre ses salariés.

Chez Sico, dès 1962, des actions étaient cédées à des cadres supérieurs. En 1973, nouvelle offre. Sur 431 personnes, 20 cadres et 31 spécialistes y répondent. Ils possédaient ainsi 23% de l'entreprise. Pour cette émission, l'offre d'achat d'actions ne s'étendait pas au personnel syndiqué.

En 1983, les dirigeants de Sico lancent une émission de 100 000 actions destinées cette fois à l'ensemble de son personnel qui bénéficie de la déduction de 100% du Réa. Chaque employé acheteur de quatre actions, acquies selon la valeur au livre, en reçoit gratis une cinquième. Le tout peut être payé par retenues sur le salaire.

Claude Maillé souligne que, malgré cette proposition fort avantageuse, très peu d'employés syndiqués ont voulu profiter de l'aubaine. Et pourtant! Les actions Sico achetées à 0,70\$ en 1973 se transigent actuellement autour de 20\$!

Réticences syndicales

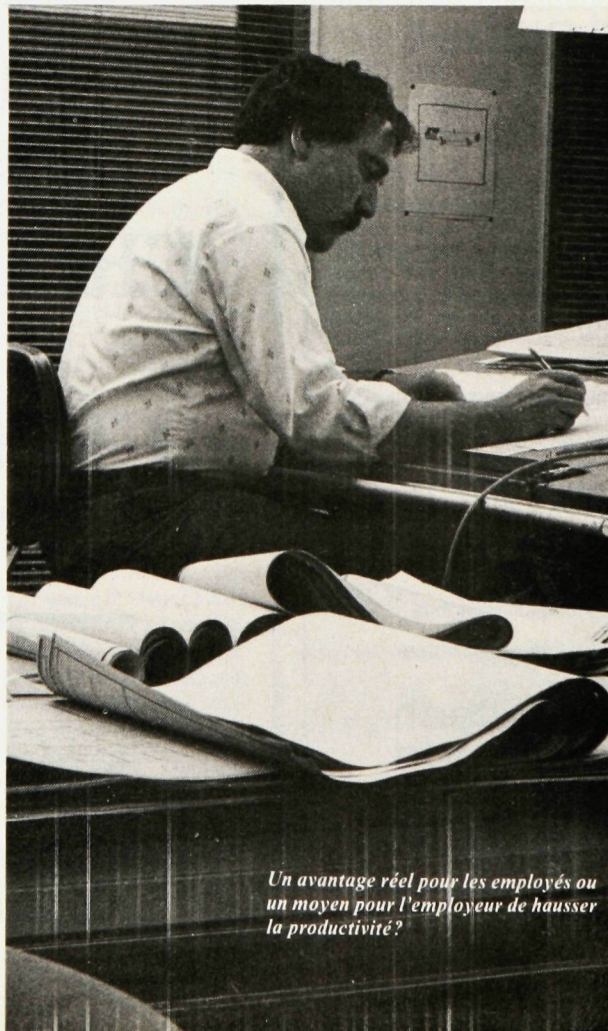
Les salariés de la base sont-ils généralement réservés devant ce genre d'association capital-travail? « Dans la perception syndicale », dit Bernard Brody,

Les actionnaires

« maison »

Louis-Martin Tard

Pourquoi une compagnie offre-t-elle à ses employés de devenir (un peu) patrons? Ceux-ci font-ils une bonne affaire d'accepter?



Un avantage réel pour les employés ou un moyen pour l'employeur de hausser la productivité?

professeur à l'École de relations industrielles, « l'actionariat ouvrier est considéré comme un moyen de chloroformer les travailleurs unis, de leur faire croire que la propriété, pourtant toujours marginale, d'une partie du trésor de la firme leur confèrera une partie du pouvoir. »

« D'ailleurs, ces offres d'achats de titres et autres plans d'intéressement aux profits visent généralement les cadres supérieurs et moyens qui la voient souvent comme un moyen anti-impôts. Pour les autres, le discours patronal est clair: l'actionariat ouvrier, présenté comme un moyen de donner aux salariés une attitude d'associés responsables, a pour but ultime d'augmenter rendements et profits. C'est une technique nettement productiviste. »

C'est vrai pour Claude Maillé, *sicologue* convaincu. « Notre entreprise, dit-il, est en train de prendre la première place dans l'industrie de la peinture et des revêtements. C'est en partie grâce à cet actionariat et à diverses autres formes de participation aux profits que nos ventes et nos taux de productivité ne cessent de croître. »

L'actionnariat obligatoire

Daniel Bureau présente l'image parfaite du très jeune cadre dynamique: coupe de cheveux mi-longue, mi-sportive, complet bien taillé, chemise blanche, cravate gris perle. Il est depuis six ans un des conseillers de la C.G.I. qui a, bien sûr, pignon à Montréal sur la rue Saint-Jacques. En fait, il travaille au dehors puisqu'il conseille sur place un des gros clients de son entreprise qui « loue » des décideurs partenaires aux grosses boîtes.

« Être actionnaire de la firme? Je n'ai pas eu à choisir », dit Daniel Bureau. « Ici, tous les conseillers (et nous sommes trente) doivent l'être obligatoirement. C'est le règlement. La maison nous aide à le faire en nous vendant ses actions à bon compte, en nous

prêtant même de l'argent pour le faire. »

« C'est un bon placement puisque C.G.I. détient déjà, au Québec, 10% du marché de la consultation et étend ses activités en Ontario. Le prix des titres monte sans cesse. Nous avons intérêt à les garder. J'en avais une trentaine en 1981, j'ai à présent 550 de ces actions qui me donnent droit chacune à dix votes. »

Vitamine à la mode

« Tant qu'une entreprise est florissante, l'actionnariat des employés peut-être une bonne chose », déclare aussi Bernard Brody. « Sinon, ils n'ont en mains que du papier! »

C'est aussi l'avis de son collègue Roland Thériault (H.E.C. 1969) de l'École des Hautes Études Commerciales. « Cette formule est

une vitamine à la mode, excellente pour les entreprises qui marchent bien — mais toutes ne s'appellent pas Cascades, C.G.I. ou Sico —, utile pour celles qui veulent accroître l'attachement des employés à l'entreprise comme la Banque Royale ou Provigo, favorable aux P.M.E. en quête de financement qui trouvent ainsi des actionnaires à portée de leur main. Pour toutes, c'est un moyen d'augmenter la productivité. Mais ne doit-on pas se demander auparavant s'il n'existe pas d'autres solutions plus efficaces que la cession d'actions

au personnel? »

Le professeur Thériault, qui a consacré à ce sujet un chapitre de son ouvrage *Gestion de la rémunération*, cite d'autres politiques et pratiques, équitables et souveraines. En premier lieu, de généreuses augmentations de salaires. Puis des régimes de participation aux bénéfices, la répartition des gains de productivité, ou encore l'investissement dans des mesures qui accroîtront la satisfaction des employés au travail tels qu'environnement de travail agréable, participation de

Walwyn

plus qu'un courtier

Composez votre intérêt avec nous.

REÉR AUTOGÉRÉ*

AIMERIEZ-VOUS

- réduire vos impôts?
- vous préparer une retraite confortable?
- obtenir un rendement plus élevé?
- tout gérer vous-même?
- contrôler votre actif jusqu'à 90 ans?
- vous assurer que votre succession touche l'actif de votre REÉR?

Tableau comparatif

Contribution annuelle	3 500 \$	
Rendement	12%	
Imposition	50%	
Épargne conventionnelle		REÉR
	\$	\$
		10 ans
	46,183	61,421
		20 ans
	128,760	252,184
		30 ans
	276,704	<u>844,664</u>

Appelez-nous.
Pierre Desjardins
842-2818

* Effectuons le calcul par ordinateur du revenu mensuel disponible à la retraite selon votre âge et vos contributions annuelles.

Walwyn Stodgell Cochran Murray Limitée
Bureau 900, 2000 Avenue McGill Collège
Montréal, Québec H3A 3H3 — 842-2818



Guy Bernier
Président et
chef de la direction

« Tout projet coopératif s'appuie, au départ, sur une volonté d'entraide autour d'un besoin commun. C'est ainsi que la détermination des nôtres à se concerter, à se mettre d'accord, à coordonner leurs énergies pour se donner des services financiers de qualité a fait surgir les caisses populaires Desjardins.

Le même esprit de concertation se perpétue dans leur dynamisme actuel et explique leur profond enracinement dans le milieu. »

Guy Bernier

l'entreprise à des activités sociales ou sportives gérées par le personnel, etc.

Seulement lorsque ces mesures ont été prises, le capitalisme ouvrier, « cerise sur le gâteau » précise Roland Thériault, pourrait être envisagé.

À quelles conditions?

Des entreprises qui tiennent compte de ces considérations tirent profit de la transformation de leur personnel en « actionnaires-partenaires ». Vu par ceux-là, quels avantages découlent de cette forme d'actionariat?

« Pour bien placer ses épargnes », dit le professeur Thériault, « il faut que les placements soient diversifiés, rentables, sécuritaires et que l'on puisse revendre facilement les actions. Si, pour un employé appelé à acheter des actions de sa compagnie, la réponse est oui pour au moins trois questions sur quatre, il peut en acquérir. Mais il ne doit pas oublier que si son entreprise périclité, il peut perdre à la fois son emploi et ses économies. »

À cela, Daniel Bureau répond que les « actionnaires de l'intérieur » sont bien mieux placés que d'autres propriétaires d'actions pour surveiller la bonne marche d'une entreprise.

« Surtout à C.G.I. dit-il, où Serge Godin, notre président et principal actionnaire, féru de participation et de transparence, nous fait fonctionner par synergie, cette action de chacun qui incite tous au dépassement. »

L'esprit de performance est aussi de mise chez Sico, où il est surtout fondé sur le concept de qualité rentable et ses retombées financières individuelles.

« Je me suis enrichi avec l'entreprise », déclare fièrement Claude Maillé, « et chaque fois que je le peux, je grossis mon modeste portefeuille d'actions avec celles de *mon* entreprise. »

Il avoue qu'il va peu aux assemblées d'actionnaires où, avec les autres employés porteurs de titres Sico, il est minoritaire.

Un risque calculé

« Il est très rare », fait remarquer Bernard Brody, « que le propriétaire d'une usine, d'un commerce, d'un établissement producteur de biens ou de services ait envie de partager ses bénéfices avec quiconque. Si ses besoins de capitaux le forcent à émettre des actions sur le marché, il prend un risque calculé. »

Et si les actions sont acquises par son personnel, ce risque est de faire face en assemblée d'actionnaires à des interpellateurs, bien au fait de la marche et des politiques de la maison. Il doit donc choisir entre ces possibilités de questionnement et les buts de l'actionariat ouvrier : à travers l'accroissement de la loyauté du personnel et l'extinc-

tion de l'absentéisme, l'augmentation de la productivité.

Mais Claude Maillé, Daniel Bureau et d'autres employés de compagnies québécoises prospères qui créent, de plus en plus nombreuses, des régimes d'achat d'actions pour leur personnel, ne cachent pas qu'ils se sentent un peu patrons. À condition que les affaires continuent à bien marcher.

Si votre assureur est sourd à vos réclamations...



...appelez une de nos succursales.

Si votre assureur fait la sourde oreille à vos réclamations, c'est que vous n'êtes pas assuré par la Compagnie d'Assurances Belair.

Car depuis plus de 30 ans, les conseillers Belair écoutent leurs clients, s'efforcent de comprendre leurs besoins en matière d'assurance automobile ou habitation et se font un devoir de les satisfaire.

C'est pourquoi Belair offre aux Diplômés de l'Université de Montréal des primes spécialement réduites pour eux. Et qu'advenant un sinistre, une indemnisation équitable et rapide est de mise.

C'est ce respect de la clientèle qui fait toute l'efficacité du système Belair.

Parlez-en à nos clients.

FONDÉE À MONTRÉAL EN 1955

Plus de 30 succursales à votre service, de 9h à 21h, du lundi au vendredi. Trouvez le numéro de votre succursale dans les pages jaunes.

 **BELAIR**
COMPAGNIE D'ASSURANCES

L'efficace!

Pour le directeur du GRIS, la recherche est interdisciplinaire, les chercheurs ont un rôle à jouer sur la scène publique et notre système de santé est moins malade qu'on ne le pense.

La recherche en santé se porte bien

Hélène Bergeron
Jacques Denis

André-Pierre Contandriopoulos ne colle pas du tout à l'image caricaturale du chercheur solitaire, confiné à son laboratoire ou à son bureau, et qui plane à des kilomètres au-dessus de la réalité.

Pour l'actuel directeur du Groupe de recherche interdisciplinaire en santé, le GRIS, la recherche se fait tout naturellement en équipe et elle est interdisciplinaire. Quant au chercheur, fut-il universitaire, il ne doit pas craindre de se mouiller dans les grands débats qui agitent la société québécoise.

De Marseille à Montréal

Contandriopoulos. Ce nom grec, il en a hérité de son grand-père. Mais avant d'arriver ici, il a vécu et étudié à Marseille et à Aix-en-Provence. Puis, il est venu au Québec en 1967. « J'avais obtenu une bourse du gouvernement québécois. De 1967 à 1976, j'ai décroché une maîtrise puis un doctorat en sciences économiques à l'Université de Montréal. »

Son intérêt pour le domaine de la santé remonte à 1972. « Cette année-là, on m'a confié une recherche visant à prévoir les besoins en médecins pour les prochaines années. » À partir de là, tout s'enchaîne. Cette recherche devient le point de départ de sa thèse de

doctorat. Puis il rencontre Jean-Yves Rivard qui lui propose d'enseigner à l'Université de Montréal.

« Entretemps, poursuit-il, j'avais fait la connaissance de celle qui est devenue mon épouse. Elle était Franco-Brésilienne. Nous avons décidé qu'il était plus simple de ne retourner ni au Brésil, ni en France et que nous serions tout à fait bien au Québec! »

L'interdisciplinarité

L'économiste Contandriopoulos a réalisé très rapidement la nécessité de l'interdisciplinarité. « La science économique a certes un rôle à jouer dans l'analyse du domaine de la santé, mais elle est tout à fait insuffisante pour comprendre l'ensemble des facteurs à l'œuvre dans un champ d'études aussi large. »

Au sein du GRIS, le qualificatif *interdisciplinaire* n'est donc pas un vain mot. Le Groupe comprend en effet des économistes, des sociologues, des médecins, des épidémiologistes, un biostatisticien et des spécialistes de la recherche opérationnelle. Et il entretient des contacts avec des anthropologues et des diplômés de science politique.

La carrière de chercheur d'André-Pierre Contandriopoulos est maintenant intimement liée à



celle du GRIS. Il n'a guère le temps de chômer! En plus d'être responsable du Groupe, il participe à plusieurs projets, soit comme chercheur principal, soit comme personne-ressource auprès d'autres équipes. En outre, il assume une pleine charge d'enseignement, exigence requise par le manque de ressources professorales au Département d'administration de la santé.

Des dossiers chauds

« Le GRIS s'intéresse à tout ce qui touche le domaine de la santé au Québec », poursuit son directeur. « Cela nous amène parfois à faire l'analyse de politiques ou de programmes mis sur pied par le gouvernement : par exemple, les mesures prises récemment par la ministre Thérèse Lavoie-Roux pour désengorger les salles d'urgence des hôpitaux. »

« C'est là un domaine *chaud* puisqu'il nous entraîne sur le terrain politique. » Et il avoue du même souffle qu'il est parfois difficile de tracer une ligne nette entre les sollicitations des preneurs de décisions et les activités scientifiques.

Sur la place publique

Mais André-Pierre Contandriopoulos ne refuse pas, loin de là, de participer aux débats qui secouent actuellement le système de santé du Québec. « Un groupe de recherche comme le nôtre doit être un lieu où sont posées des questions comme celle de la privatisation dans le domaine de la santé. Nous ne devons pas nous soustraire aux discussions publiques autour de ces thèmes-là. Même, ajoute-t-il, lorsque nous ne sommes pas en mesure de faire une recherche complète, approfondie, sur le sujet. »

Il voit donc d'un très bon œil que les chercheurs du GRIS participent à des tables rondes ou à des entrevues à la radio et à la télévision. « Il est évident, poursuit-il, que des débats de cette nature ne sont pas des débats scientifiques, *neutres*. Ce sont des débats idéologiques. Un de nos rôles, comme universitaires participant à ces discussions, c'est justement d'avertir les gens qu'il ne s'agit pas de débats purement scientifiques. Nous devons montrer jusqu'où peut aller l'analyse rationnelle, scientifique sur ces questions, et à partir de quand la discussion devient idéologique. »



André-Pierre Contandriopoulos, directeur du GRIS.

Un rôle social

André-Pierre Contandriopoulos attache visiblement une grande importance au rôle social du GRIS. « Nous nous sentons une responsabilité importante en tant que seul groupe de recherche qui travaille sur ces domaines-là au Québec. Nous estimons que nous devons répondre le plus possible aux besoins de la société québécoise. » Ce qui explique que le GRIS accepte bon nombre de recherches qui lui sont commanditées par des organismes du milieu ou des ministères.

« Le risque, c'est de devenir une boîte de consultants qui fonctionnerait uniquement en réponse à des demandes spécifiques. Nous sommes soucieux de conserver le caractère universitaire de notre groupe, c'est-à-dire ce rôle de *facilitateur* du travail de nos chercheurs. »

Heureusement, certaines formules permettent de concilier recherches ponctuelles et recherche universitaire. Ainsi, à partir d'une étude portant sur l'évaluation du changement de rémunération des médecins dans les centres d'accueil, qui avait été commanditée par le ministère des Affaires sociales et la Corporation professionnelle des médecins, le GRIS a pu obtenir des fonds supplémentaires d'organismes subventionnaires et élargir les objectifs de la recherche.

Commission Rochon

André-Pierre Contandriopoulos occupe un poste de conseiller scientifique auprès de la commission Rochon, chargée par le gouvernement du Québec d'étudier le système de santé de la province et de formuler diverses recommandations.

Le défi que l'on a assigné à la commission Rochon, explique-t-il, c'est de réconcilier (ou de tenter de le faire) deux tendances fortement contradictoires. D'un côté, il y a les contraintes à la baisse (des dépenses), contraintes que le gouvernement impose depuis quelques années et qui semblent irréversibles. De l'autre, il y a toutes sortes de pressions à la hausse, qui exigent davantage de ressources : nouvelles technologies, vieillissement de la population, croissance du nombre de médecins (qui, dans un contexte où chaque médecin est un libre entrepreneur,

entraîne une hausse des sommes versées au chapitre des honoraires).

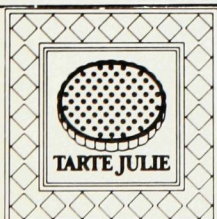
Ces pressions se sont accrues au cours des dernières années et ont créé une impression de cul-de-sac. Conséquence : plusieurs entretiennent une vision très négative de notre système de santé, vision que ne partage pas du tout le directeur du GRIS.

Un système en santé!

« Nous avons, dit-il, un système de santé qui se compare très avantageusement à ce qui existe dans les autres pays développés, notamment en France et aux États-Unis. Comparé à ces pays, notre système est remarquablement simple et facile d'accès, en plus d'être très équitable pour les usagers. »

Par ailleurs, une étude récente réalisée par le GRIS démontre que le Québec a très efficacement contrôlé les dépenses de son secteur de santé au cours des quinze dernières années. Qu'on en juge! De 1970 à 1982, la part de ce secteur a décliné de 25% à 20% du total des dépenses de l'État. Mieux, de 1975 à 1982, la croissance des dépenses totales pour les services de santé par rapport au P.N.B. a été moins rapide au Québec que dans le reste du Canada et beaucoup moins rapide qu'aux États-Unis, en France et au Japon. En fait, cette croissance a été 1,6 fois moins rapide que la croissance moyenne observée dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.!

« On est loin de l'image d'un système qui gaspille les fonds publics », affirme André-Pierre Contandriopoulos. « Alors, conclut-il, il ne faudrait surtout pas que pour corriger certaines imperfections, on sacrifie des acquis importants. »



- P**our vos réceptions,
- D**étente d'après-midi et
- R**encontres de fin de soirée
- P**etit déjeuner du samedi ou
- B**runch dégustation du dimanche

Julie vous propose...

de visiter le 1145 rue Laurier ouest
Pour réservation (514) 270-6315

**Ouverture de la terrasse
dès le 1er mai.**

Bibliothécaire? Non. Courtier en information!

« Je rêve de l'année où nos étudiants se seront tous trouvé un emploi, mais pas un seul dans une bibliothèque! »

Raymond Carbonneau



Une telle affirmation paraît surprenante quand elle sort de la bouche d'un professeur de bibliothéconomie! Toutefois, elle illustre parfaitement bien l'évolution qu'a subie depuis vingt-cinq ans l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. À tel point qu'un diplômé des années 60 aurait du mal à s'y reconnaître.

Courtier en information

Bien sûr, l'École forme encore des bibliothécaires de type

traditionnel, mais on y découvre surtout des gestionnaires de l'information, des spécialistes polyvalents sans profession très bien définie. Ils deviendront des *catalogueurs*, des *indexeurs*, des *analystes*, des *documentalistes*, des *agents d'information*, des *rechercheurs*, des *utilisateurs de la micrographie et de l'informatique*, des *administrateurs* et, pourquoi pas, des *courtiers en information!*

« À Los Angeles, plusieurs personnes gagnent leur vie comme courtiers en information. Au Québec, c'est peu courant. » Amé-

ricain d'origine et directeur de l'École, M. Richard-K. Gardner explique en quelques mots le rôle de ces nouveaux courtiers. « Des gens qui offrent des services de traitement et de repérage de l'information pour une clientèle diversifiée. » Leur métier est sûrement à la mode puisque l'on assiste déjà à des poursuites judiciaires contre eux!

Les banques de données

Le développement rapide de l'informatique depuis vingt ans a suscité la mutation de l'École de

bibliothéconomie et des sciences de l'information. Les nouvelles technologies ont donné naissance à des milliers de banques de données. On trouve maintenant plus de renseignements diversifiés dans ces banques que dans la plus complète des bibliothèques.

À titre d'exemple, le professeur Gilles Chapat souligne que ces banques ont plus de 5 millions de références et d'articles dans le secteur de la santé, plus de 7 millions en chimie et plus de 8 millions en biologie et en agriculture... Cette nouvelle industrie de l'information génère dans le monde des revenus annuels de quelque 350 millions de dollars.

Et le marché ne fait que s'accroître! Avec l'apparition de l'informatique, on a assisté, précise le professeur Gilles Deschatelets, à des « activités documentaires à l'extérieur des bibliothèques ». Les nouvelles technologies ont changé la profession, reconnaît de son côté M. Gardner.

Du chemin à faire!

Que de chemin parcouru depuis les débuts de l'École en 1961. Nous avons à cette époque un retard considérable dans la formation de bibliothécaires. Deux ans plus tôt, le Québec s'était doté d'une première loi sur les bibliothèques publiques alors que la province voisine, l'Ontario, l'avait fait... en 1883!

« Il faut savoir, rappelle le professeur Marcel Lajeunesse, que de 1931 à 1944, l'Université de Montréal a fonctionné sans bibliothèque. » On y trouvait simplement de petites bibliothèques rattachées à des secteurs professionnels comme le droit, la médecine ou encore la médecine dentaire. Historien de formation, M. Lajeunesse se souvient que dans les collèges classiques, on répétait aux élèves « qu'ils pouvaient lire mais... sans nuire à leurs études! »

Devant un tel rattrapage à effectuer, l'École a formé année après année des bibliothécaires. Elle a créé dès 1970 un programme



Dans l'ordre habituel, les professeurs Marcel Lajeunesse, Gilles Chaput, Richard-K. Gardner et Gilles Deschatelets.

de maîtrise. Au total, vingt-cinq ans après sa création, l'École a octroyé plus de 400 baccalauréats et 800 maîtrises. Elle offre, depuis 1983, un certificat de premier cycle en archivistique et gestion de documents.

Les sciences de l'information

Mais surtout, elle s'est tournée résolument vers l'avenir. « À la veille des années 80, l'École mettait sur pied un programme qui prenait en considération tout le domaine de l'information. Un programme qui éliminait les cours se rattachant spécifiquement à des genres de bibliothèques comme les bibliothèques publiques. Enfin, un programme qui allait ajouter un qualificatif supplémentaire à l'École de bibliothéconomie, celui des « sciences de l'information. »

« Nous voulions bâtir une école qui allait intégrer les différents professionnels de l'information », souligne M. Lajeunesse. « Il y a vingt-cinq ans, c'était un domaine professionnel où les gens apprenaient des choses reliées à une pratique immédiate. Aujourd'hui, avec la montée des sciences de l'information, il existe un développement dans le secteur de la recherche pluridisciplinaire. » Des recherches qui font appel à la linguistique, à l'intelligence artificielle, à la psychologie, à la sociologie, à la gestion, à l'informatique.

On y traite entre autres, en jargon universitaire, « de la conception, de la réalisation et de l'automatisation d'un système intégré de ressources d'information ». Ou encore de « l'étude de la répartition des chaînes de

25 ans de bibliothéconomie et de sciences de l'information

Pour célébrer son vingt-cinquième anniversaire, l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information invite ses diplômés à plusieurs manifestations en 1987.

Parmi les événements prévus, soulignons un cocktail le 29 janvier prochain qui réunira entre autres le recteur de l'Université de Montréal, les responsables de l'École et les directeurs de grandes bibliothèques. Puis, du 2 au 5 mars, le public sera invité à une « semaine des banques de données ». Avec l'aide des étudiants, l'on pourra interroger ces banques de données et

prendre connaissance de logiciels documentaires. Le tout se déroulera au pavillon 3200, rue Jean-Brillant de l'Université de Montréal.

Enfin, l'École invite tous ses diplômés à des retrouvailles qui auront lieu le 25 avril, au Grand Hôtel, dans le centre-ville de Montréal. Les principales activités de cette journée seront la présentation d'une enquête effectuée auprès des diplômés, l'historique de l'École, un cocktail, un déjeuner et une conférence sur l'évolution de la profession depuis vingt-cinq ans.

Le comité organisateur du vingt-cinquième anniversaire de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information est présidé par le professeur Gilles Chaput.

Assurez votre protection financière!

L'assurance d'une meilleure qualité de vie
SunLife du Canada

Votre carrière

merite un partenaire de choix!

**Charette, Fortier, Hawey
Touche Ross**

COMPTABLES AGRÉÉS ET CONSEILLERS EN GESTION

12 bureaux au Québec, 40 au Canada et représente dans 91 pays

caractères, des lexèmes, des radicaux et des expressions nominales». Ou enfin «d'analyse des logiciels et services d'interface». Nous sommes loin de la gérance de rayons de livres, comme dans les premières bibliothèques publiques.

Une excellente réputation

Ces axes et projets de recherche ont donné une bonne réputation à la seule école francophone de bibliothéconomie et de sciences de l'information en Amérique du Nord. Selon une étude effectuée en Colombie britannique, l'école de l'Université de Montréal se situe en troisième position pour le nombre des recherches réalisées au Canada, tout juste derrière les universités de Toronto et de Western Ontario qui, elles, offrent des programmes de doctorat.

De plus, l'École de l'Université de Montréal se révèle un lien efficace entre les traditions européenne et nord-américaine de la bibliothéconomie. Elle s'implique également dans le développement de cette science sur le continent africain. Dès 1971, elle s'est donné un rayonnement international qui lui a permis de recevoir des étudiants en provenance de Tunisie, du Liban, du Sénégal, du Maroc, du Cameroun, de Guinée-Conakry, du Rwanda, d'Algérie, du Vietnam, du Laos, de France, du Mexique, d'Haïti et même des États-Unis.

À l'étranger comme au Québec, l'École vise surtout à former des diplômés qui manieront avec aisance les multiples facettes de l'information. L'étudiant y apprend à communiquer avec quelque 3 000 banques de données informatisées, à recenser parmi cette masse de documentation pêle-mêle l'information la plus pertinente et même à analyser la qualité de son contenu. Ses futurs employeurs ne seront plus strictement des bibliothèques publiques mais aussi des grandes entreprises qui doivent développer

leur centre de documentation, ou même des commissions d'enquête.

Et les bibliothèques?

Quant à ceux ou celles qui souhaitent toujours devenir bibliothécaires, le marché de l'emploi existe. Le Québec a un retard considérable dans ce domaine.

«On compte 1 000 bibliothécaires professionnels dans les bibliothèques publiques ontariennes. Chez nous, précise M. Lajeunesse, nous n'en dénombrons que 140.»

Mais qu'il soit bibliothécaire ou professionnel des sciences de l'information, le diplômé aura appris à découvrir les méthodes

les plus appropriées pour choisir et rassembler l'information, l'organiser, la restructurer, la stocker et, enfin, la repérer et la diffuser. En 1961, l'étudiant appliquait ces principes avec des tonnes de papier. Aujourd'hui, il fait de plus en plus courir ses doigts sur le clavier d'un ordinateur. ■

Première classe

Distillé et Embouteillé en Écosse

CUTTY SARK



SCOTS WHISKY

Représenté par Basil D. Hobbs Inc., Montréal.

D'Iberville Fortier. 60 ans. Commissaire aux langues, à Ottawa. Successeur de Keith Spicer depuis 1984.

D'Iberville! « Pourquoi pas? D'autres se prénomment bien André, Pierre ou Claude et ne s'en portent pas plus mal! » Et de sourire longuement. De ce sourire mi-narquois mi-sérieux, mi-réservé mi-engageant. Un sourire charmant. Comme le reste de sa personne. Habituee d'être accueillante et attentive aux autres, d'observer plutôt que de discourir, d'interviewer plutôt que d'être interviewée. Le charme des belles manières, des paroles qui mettent à l'aise, des sous-entendus, des longs silences, des sourires de connivence. « Vous feriez un bon diplomate. Vous croyez? » Et moi aussi d'épouser son sourire mi-narquois, mi-sérieux. « Vous croyez vraiment? » Et tous les deux d'éclater de rire, à l'unisson. Le charme avait déjà fait son œuvre.

Diplomate, il l'a été toute sa vie. De 1952 à 1969, conseiller et commissaire pour le Canada à Washington, à Hanoi, à Vientiane, à Saïgon, à Phnom Penh. De 1969 à 1984, ambassadeur du Canada en Tunisie, en Lybie, à Rome et à Bruxelles. Depuis 1984, il est commissaire aux langues officielles à Ottawa.

Une vie habituée à regarder vivre, à respecter les hommes et leurs coutumes. Une vie accoutumée à la patience, à la tolérance. Une vie au service de son pays. À le connaître et à le faire connaître, à l'aimer et à le faire aimer, à lui donner du prestige et à le faire reconnaître... Sans heurter, sans brimer. Avec habileté, tact, intuition.

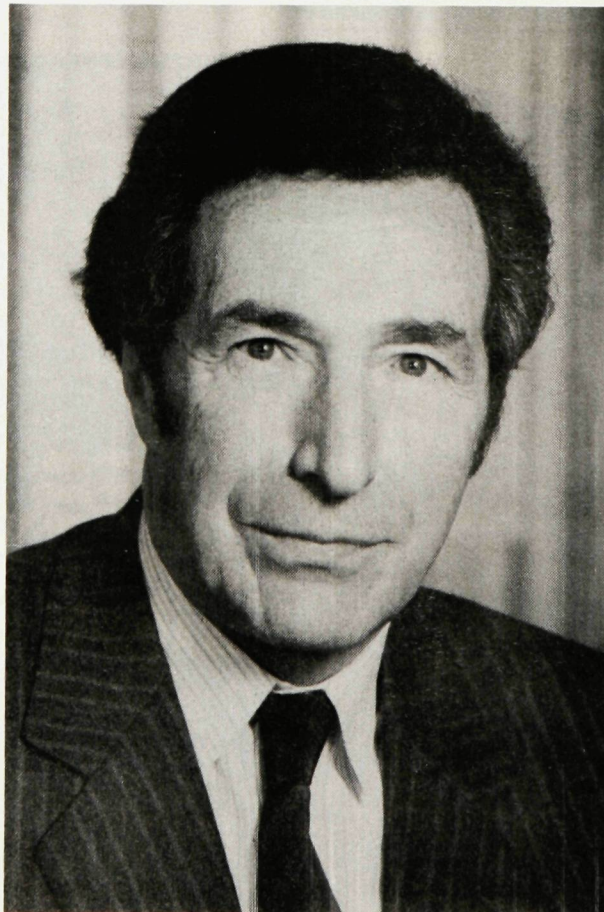
Une éducation rigoureuse

Une éducation par un père sévère et austère qui veille au grain. Fortier, Carollus. « Vous trouvez le prénom insolite? Ah...! » Carollus Fortier (cousin germain du peintre Aurèle Fortin), chimiste de la première promotion de l'Université de Montréal. Président-fondateur des Usines chimiques

D'Iberville Fortier

Claude Lamarche

Après Rome, Bruxelles, Tripoli, Phnom Penh... Ottawa! La patience du diplomate de carrière sert bien l'actuel commissaire aux langues officielles.



du Canada. « Malheureusement, en 1931, atteint de la tuberculose, mon père a dû laisser ses affaires pour demeurer à la maison. Il a donc été près de nous, très près de nous. Et comme il avait une forte personnalité (ma mère était beaucoup plus effacée), qu'il était volontaire et perfectionniste, son éducation exigeante a eu beaucoup d'influence sur mes deux frères, ma sœur et moi. »

Une pédagogie qui exérait la demi-mesure et encore plus le travail mal fait, qui exigeait la gratuité et l'effort soutenu. Sans flatterie, sans perspective de récompenses au moindre effort et au moindre succès. À coups de principes moraux et religieux, à coups de maximes et de proverbes. À coups d'*aide-toi et le Ciel t'aidera*, de *ce qui mérite d'être fait mérite d'être bien fait*, d'*il faut servir avant de se servir...* de *cent fois sur le métier...* et de *la réussite n'est pas la mesure du succès, la mesure du succès c'est l'effort*. « Comme disaient les anciens, une éducation virile, qui prépare à la vie, qui donne le goût de l'affronter. »

« Il faut ajouter que notre père nous avait aussi inculqué le goût de vivre, de lutter, de défendre



Passer d'un pays à un autre, d'une culture à une autre... « Heureusement, l'art est pour le diplomate une inestimable compensation pour le déracinement. »

nos droits et ceux des autres, de faire des choses inédites. » Avec comme modèles ses propres héros : Henri Bourassa, le chanoine Groulx, André Laurendeau. « Je suis de plus en plus convaincu que ce goût obstiné de servir mon propre pays et de défendre des causes qui ont souvent l'air perdues d'avance, je l'ai hérité de ce père têtue qui a clamé jusqu'à la fin de sa vie sa joie de vivre malgré une retraite forcée. »

Les années préparatoires

Diplômé de la Faculté de droit de l'Université de Montréal en 1948, D'Iberville Fortier est admis au Barreau du Québec la même année puis obtient un doctorat d'État ès sciences économiques à Paris en 1952.

Ses études accaparantes ne l'empêchent pas de s'impliquer de façon dynamique dans son milieu. Il écrit une chronique heb-

domadaire de politique dans le *Quartier Latin* dirigé alors par Jacques Hébert. Dans le même journal il dirige, en compagnie de Camille Laurin, un numéro spécial sur l'indépendance du Canada ! Il est président-fondateur du Club des relations internationales de l'Université de Montréal. Il écrit 120 chroniques sur l'actualité politique, économique et culturelle pour la radio de Radio-Canada, sous la direction de Pierre Emmanuel.

Ces premiers pas deviennent rapidement des enjambées. D'abord l'abc, puis l'alpha et l'oméga de la diplomatie. Secrétaire à l'ambassade du Canada à Washington. Conseiller des commissaires en Indochine, chef du service de presse à l'OTAN. Directeur des services de presse et des liaisons politiques au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. Membre du Comité du bureau du

Conseil privé sur le bilinguisme.

« Je n'ai rien fait ! »

Puis il devient ambassadeur du Canada. En Tunisie et en Lybie (1969-1972), à Rome (1976-1980), à Bruxelles (1980-1984). Quinze ans à être ambassadeur, dix-sept autres années à se préparer à l'être. Trente-deux années de service diplomatique. « Pendant tout ce temps, je n'ai fait aucun coup d'éclat ou d'État ! Je n'ai participé à aucune des grandes négociations du siècle. Je n'ai signé aucun traité prestigieux. À vrai dire, je n'ai rien fait. » Tout juste servir. Tout juste prendre plaisir à servir.

« Il faudrait dire *l'immense plaisir*. » Celui de l'oreille attentive, celui de la crédibilité et de la confiance qu'on inspire. Celui d'être disponible à de nouvelles personnes, à de nouvelles cultures, à de nouvelles habitudes. « Celui

d'avoir connu plusieurs vies en une seule. » Celui d'avoir été plusieurs autres et de constater qu'on n'a pas cessé d'être soi-même.

À vrai dire, il a bien raison de prétendre qu'il n'a rien fait ! Tout juste d'avoir servi sur quatre des cinq continents, d'avoir été accrédité auprès d'une quinzaine de gouvernements. Tout juste d'avoir connu de nombreux aspects de la diplomatie, « du bilatéral au multilatéral, de l'aide aux pays en voie de développement à la vente de super-jeeps canadiennes, du Commonwealth à la Francophonie. » Il n'a rien fait ! Tout juste de connaître l'immense plaisir... d'écouter, sourire en coin, l'énumération par un étranger de tout le boulot accompli.

Une vie agitée

La vie de diplomate a ses inconvénients. Vivre avec le changement, être obligé de réaliser si souvent sa grande impuissance à se rendre utile. Vivre au milieu de la violence. À témoin, les bombes qui éclatent, les autos piégées qui se volatilisent non loin de l'ambassade canadienne en Italie. À témoin les expériences vécues en Belgique. « À la suite de la controverse sur la chasse aux phoques, nous avons eu droit à la peinture rouge et à une balle de carabine dans notre boudoir, à des pneus lacérés (si, au moins, on s'en était pris à l'auto gouvernementale !) et, en mon absence, ma femme a reçu une menace d'attentat à la bombe sans compter les appels téléphoniques disgracieux. »

Passer d'un pays à un autre, d'une culture à une autre, d'une situation familiale à une autre. Abandonner des habitudes confortables, quitter des lieux adorés et des amis chéris pour devoir se réadapter.

**ON SE RETROUVE
À JOUVENCE**

Pour une réunion!

Au coeur du Parc Orford, Jouvence vous offre un lieu propice au travail et à la réflexion et ce, dans un site qui allie calme, esthétisme, confort et gastronomie.

Pour 150 personnes et moins, à partir de 48 \$ par personne, par jour.

Route 220, Orford
Bonsecours, Qué.
JOE 1H0
514.532.3134

jouvence

Qu'importent tous ces inconvénients et ces difficultés. « Ce que l'on conserve, ce n'est pas le vertige mais le sentiment d'avoir été choyé. » Par la possibilité qu'a offerte la fonction de diplomate de réaliser ses talents. Par ses occasions privilégiées de rencontrer des êtres extraordinaires. Par le contact avec l'art.

« Pour ma part, le cheminement diplomatique s'est accompagné d'un fabuleux pèlerinage des temples d'Angkor à celui de Borobudur, de Shiraz à Athènes et à Delphes, de Balbeck à Keops, de la Pinacothèque de Munich aux monuments baroques de Dragru, au grand musée de Vienne. Il me semble qu'en plus de ce qu'il offre à tous ceux qui le fréquentent, l'art est pour le diplomate une inestimable compensation pour le déracinement. Peut-être plus encore un témoignage, dont on n'a jamais fini de découvrir la beauté, sur la grandeur de l'homme et qui permet de lui pardonner tant de turpitudes. »

Commissaire aux langues

Et voilà qu'en 1984, le journaliste-avocat-économiste-diplomate devient le commissaire aux langues officielles à Ottawa. Le gardien des langues officielles. Le promoteur des droits linguistiques. Le répondant, le défenseur, l'animateur, le conciliateur. Qui, à longueur d'année, court le pays. Qui écoute, qui consulte. Les politiciens, les hommes d'affaires, les journalistes, les citoyens. Qui prend conscience, qui fait prendre conscience. Qui concilie, qui réconcilie.

Qui anime, qui réanime. Un travail de diplomate quoi!

« En effet, je dois m'accréditer auprès de onze gouvernements différents. » Faire respecter le français et l'anglais dans les 10 provinces. Quelle tâche! Un prédicateur dans le désert! Qui doit subir les gorges chaudes, les sarcasmes, les quolibets, les *je-m'en-f...*, les *pas-encore-ça*, les *les Anglais?... Connais pas*, les *speaks white*, les *occupez-vous-donc-de-choses-sérieuses-au-lieu-de-perdre-votre-temps-avec-des-balivernes!*

« J'ai été rompu à l'humilité, à l'abnégation. Et j'ai la patience longue, surtout quand je sais que je peux aider des individus en situation de faiblesse parce que minoritaires. J'ai la persévérance têtue, surtout quand je suis sûr que je peux être utile à des hommes et à des femmes brimés dans un droit essentiel, celui d'être incapable de vivre (et de mourir) dans leur langue maternelle. Surtout quand je constate, à travers toutes mes pérégrinations, que le bilinguisme est beaucoup mieux reçu des citoyens que le laisse entendre la pseudo-rumeur populaire. »

« Je crains le sectarisme linguistique et je ne peux accepter qu'on considère le bilinguisme comme une idée de contamination et d'assimilation. En dépit de ceux qui continuent à rêver d'un unilinguisme utopique, le dualisme ou le pluralisme linguistiques sont des réalités que beaucoup de Canadiens, sinon la plupart, connaissent depuis leur naissance. C'est la réalité que la plupart des gens dans le monde entier connaissent. Elle fait autant partie du paysage

canadien que les rochers, les forêts, la poussière ou la neige. Il faut s'en faire une raison. »

Le sourire

Et voilà le diplomate D'Iberville Fortier reparti en campagne de rapprochement des uns et des autres. La campagne diplomatique. Sans heurts, sans brimades, sans menaces. Pourtant des vérités

choquantes, des réalités bouleversantes, des prises de conscience bousculantes. Des invitations à changer, à agir. Dites sur le ton de la conversation, sur le ton encore plus feutré de la confiance.

« Keep smiling »!... De ce sourire qui vient à bout de tout... Le sourire du diplomate.

**Les gens qui voient
à leurs affaires
savent reconnaître
une banque
faite pour eux.**

La banque personnelle

**LA BANQUE
D'ÉPARGNE**



BOULEVARD

**AMEUBLEMENT
FOURNITURE DE BUREAU
ET "SCOLAIRE"**

Librairie Boulevard Inc.
8485, boul. Langelier, Saint-Léonard, Qc.
H1P 2C3 Tél.: (514) 322-9051

DISTRIBUTEUR DES
CALCULATRICES

Canon

SERVICE DE PLANIFICATION
ET D'AMÉNAGEMENT DE BUREAU

Ameublement de bureau
8470, Pascal Gagnon, Saint-Léonard, Qc.
H1P 1Y4 Tél.: (514) 322-9051

Succursale de Québec
715 ouest, boul. Charest
Québec, Qc. G1N 4P5
Tél.: (418) 688-8915
WATT: 1-800-463-2841

9010, boul. St-Michel
Montréal, Qc. H1Z 3G4
Tél.: (514) 387-6803

Les diplômés universitaires sur le marché du travail

À l'heure où l'avenir des jeunes est devenu une source d'inquiétude nationale, plusieurs s'interrogent sur la pertinence de poursuivre des études universitaires. Une toute récente enquête, menée auprès de 2 136 diplômés de 1985 de l'Université de Montréal (ne comprenant pas ceux de H.E.C. et Polytechnique), révèle qu'un diplômé universitaire représente encore un atout sur le marché du travail.

Faits saillants

Pour l'ensemble des répondants, les faits saillants du sondage réalisé par le Service d'orientation et de consultation psychologique de l'Université de Montréal (S.O.C.P.) sont les suivants :

- 70% des répondants détiennent un emploi qu'ils ont obtenu, pour la plupart, moins de trois mois après la fin de leurs études;

- seulement 5,1% d'entre eux ne sont ni au travail, ni aux études;

- trois diplômés sur quatre, parmi ceux qui travaillent, détiennent un emploi directement relié à la formation qu'ils ont reçue;

- près de 70% des emplois détenus sont à temps plein et presque autant sont permanents;

- enfin, tous ces pourcentages sont encore plus élevés parmi les diplômés du deuxième cycle.

Outre ces données qui sont valables pour l'ensemble des répondants, les auteurs de l'enquête, MM. Damien Chouinard, Claude Hamel et René Goulet, ont compilé des statistiques individuelles sur la plupart des disciplines de premier et de deuxième cycle.

Un sort enviable?

On a donc beau se lamenter fréquemment sur le sort des «chômeurs instruits», il semble

bien que ceux et celles qui optent pour des études universitaires fassent encore une bonne affaire.

Ainsi, selon l'enquête du S.O.C.P., à peine un répondant sur 20 (5,1%) se déclare véritablement en chômage, c'est-à-dire qu'il ne travaille pas, ne poursuit pas d'études et recherche activement du travail.

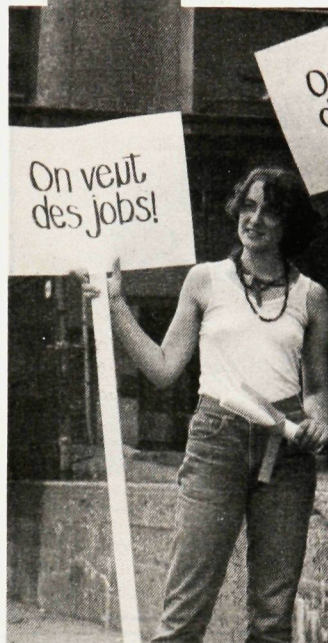
65% des emplois occupés par les diplômés de 1985 de l'Université de Montréal sont des emplois permanents et 69% sont à temps plein. En fait, près d'un emploi sur deux est à la fois permanent et à temps plein. Par ailleurs, un diplômé sur deux parmi ceux qui travaillent a déniché son emploi avant la fin de ses études; pour la grande majorité, le délai pour obtenir un premier emploi n'a pas dépassé trois mois.

Autre élément positif: 70% des répondants se disent «très satisfaits» ou «assez satisfaits» de l'emploi qu'ils occupent et un autre 20% se déclare «moyennement satisfait». Ce taux élevé pourrait s'expliquer par le fait que 75% des répondants qui travaillent disent occuper un emploi directement lié à leur formation.

Les diplômés au travail

Où les diplômés de 1985 de l'Université de Montréal se retrouvent-ils sur le marché du travail? L'enquête menée par le S.O.C.P. indique que neuf répondants sur dix travaillent pour un employeur alors que l'autre travaille à son compte. Par ordre décroissant, les catégories d'employeurs les plus souvent mentionnées sont les services parapublics (45,5%), les bureaux de professionnels (14,2%), le secteur du commerce (8,1%) et la Fonction publique provinciale (7,2%).

En ce qui concerne les revenus bruts, les chiffres obtenus pour les diplômés de 1985 occu-



pant un emploi à temps plein indiquent qu'une majorité d'entre eux (environ 60%) gagnent plus de 22 000\$ par année. 12,2% ont même des gains supérieurs à 38 000\$. À l'autre extrémité de cette échelle, 10% des répondants (qui disent travailler à temps plein) déclarent une rémunération annuelle inférieure à 14 000\$.

Les disciplines les plus en demande

Quelles sont les disciplines qui offrent les meilleures perspectives d'emploi aux détenteurs d'un diplôme de premier cycle de l'Université de Montréal? Si l'on se fie aux résultats de l'enquête menée par le S.O.C.P., ce seraient celles du domaine de la santé. En optométrie, médecine dentaire, sciences infirmières, physiothérapie, médecine vétérinaire, ergothérapie et psycho-éducation, plus de 95% des répondants déclarent occuper un emploi. Ce chiffre atteint même les 100% en optométrie, en médecine dentaire et en sciences infirmières.

Les autres disciplines qui comptent les pourcentages les plus élevés de diplômés de premier cycle au travail sont: traduction

(90,7%), orthopédagogie (90,6%), enseignement secondaire et/ou collégial (89,6%), informatique (87,5%), éducation préscolaire et enseignement primaire (86,4%), design industriel (85,7%), nutrition (82,3%), architecture de paysage (77,8%), pharmacie (77,3%), architecture (76,5%), criminologie (75%), relations industrielles (74,5%) et éducation physique (74,8%).

Bien entendu, les diplômés qui ne sont pas au travail ne sont pas forcément en chômage. Un bon pourcentage d'entre eux poursuivent leurs études, et cela est particulièrement vrai dans certaines disciplines.

Ainsi, bien que seulement 27,8% des diplômés de premier cycle en biochimie détiennent un emploi, les deux tiers déclarent poursuivre des études et le taux de véritables chômeurs (qui n'ont ni travail, ni études) est de 5,6%, ce qui est tout à fait dans la moyenne. En fait, dans l'immense majorité des disciplines, le taux de chômage ne dépasse pas la barre des 7% ou 8%.

En ce qui concerne les diplômés de deuxième cycle, seulement 3,9% déclarent être sans emploi ni aux études.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête menée par le S.O.C.P. est la quatrième du genre. Les autres portaient sur les promotions de 1979, 1981 et 1983.

Pour la présente enquête, 4 271 questionnaires ont été expédiés à tous les diplômés de premier et de deuxième cycle de la promotion 1985. De ce nombre, 3 959 diplômés ont été rejoints et 2 136 ont répondu, ce qui représente un taux de 53,9%. « Il y a tout lieu de croire », écrivent les auteurs de l'enquête, « que les résultats obtenus reflètent assez bien la situation de l'ensemble des diplômés. »

Pour ce qui est des constatations concernant les disciplines prises individuellement, les sondeurs invitent toutefois à une « très grande prudence ». ■

Maitres canadiens et européens
des XIXe et XXe siècles

Artistes de la galerie

Achat - Vente - Échange - Évaluation - Expertise

Galerie

**BERNARD
DESROCHES**

1444 Sherbrooke o., Montréal, Qué.
(514) 842-8648

*Nous désirons acheter des oeuvres
canadiennes et européennes
de qualité.*

La formule magique

pour vos cadeaux de Noël

“LA VERENDRYE” ltée.

**SPIRITUEUX
IMPORTATEUR DE VINS**

paul labranche
directeur de promotion
(514) 355-4838

à Montréal (514) 381-0718

à Québec (418) 667-8732

Service de livraison pour vos commandes

*Labelle
Fourrure*



6570, rue St-Hubert
Montréal, Qué.
H2S 2M3

JEAN LABELLE
PROPRIÉTAIRE

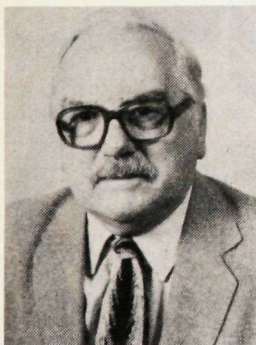
le carnet

44 M. Marcel Cazavan (H.E.C.) vient d'accéder à un poste de vice-président de la compagnie Alliance mutuelle-vie.

M. Venant Cauchy (arts), professeur titulaire au Département de philosophie de l'Université de Montréal, était l'invité de l'Académie des sciences sociales de Chine du 4 au 19 juin 1986. À cette occasion, il fut nommé conseiller honoraire du Conseil de direction de l'*Annuaire philosophique international* publié par l'Académie des sciences sociales de Chine.

47 M. Claude Ducharme (droit) vient d'être nommé président du conseil chez U.A.P., Inc.

48 M. Louis Beaupré (service social) vient d'être choisi récipiendaire du trophée annuel de l'Association canadienne des travailleurs sociaux, en tant que travailleur social canadien par excellence de 1986. L'Association a voulu reconnaître par là l'ensemble d'une carrière toute dédiée à l'atteinte d'une société plus humaine pour les plus démunis de ses citoyens.



Louis Beaupré

51 M. Robert Rivest (H.E.C.) vient d'être nommé adjoint au président pour les Coopérants.

M. Jean-Paul Gourdeau (poly) vient d'être nommé membre du Conseil de l'Université de Montréal. M. Gourdeau est président du Conseil et chef de la direction de S.N.C.

53 M. Aurèle Beaulnes (médecine) vient d'être nommé au Conseil d'administration de CODEL.

55 M. Raymond Desrosiers (H.E.C.) vient d'accéder à la vice-présidence du C.A.A.-Québec.



Jean-Paul Gourdeau

M. Benoît Deshaies (médecine) vient d'être nommé président de l'Ordre de Saint-Jean, conseil du Québec.



Benoît Deshaies

M. Paul-Yves Denis (géographie), membre de la Société royale du Canada, recevait dernièrement le Prix panaméricain de géographie 1982-1985, décerné par l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire. De plus, il a vu son mandat prolongé jusqu'en 1990 à titre d'éditeur exécutif de la revue scientifique *Revista Geografica*, publiée à Mexico.

56 M. François Sénécal-Tremblay (poly) vient d'accéder aux postes de président et chef de la direction de la société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée, vice-président d'Aluminium du Canada Ltée et vice-président exécutif d'Alcan Aluminium Corporation.

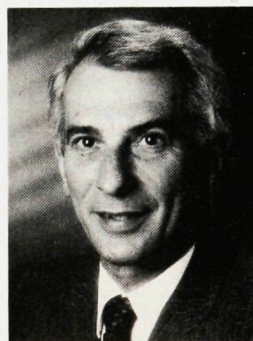
M. Richard La Charité (droit) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la Fiducie du Québec.

57 M. Gérard Lépine-Fontes (arts) vient d'être nommé directeur général de la Coopérative des artisans et commerçants du quartier Petit-Champlain.



Gérard Lépine-Fontes

M. Guy d'Orsonnens (H.E.C.) vient d'être élu président de l'Ordre des comptables agréés du Québec pour l'exercice 1986-1987.



Guy d'Orsonnens

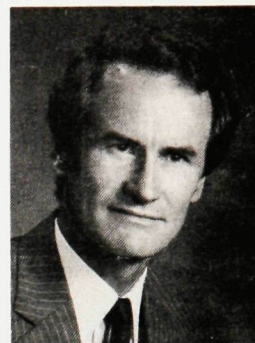
59 M. Gilles Chevalier (poly) vient d'être nommé vice-président et directeur général (produits en lingots) chez Alcan.

M. Michel Roy (H.E.C.) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la Fiducie du Québec.

60 M. André G. Lapalme (poly) vient d'être nommé président et directeur général chez Pétromont.

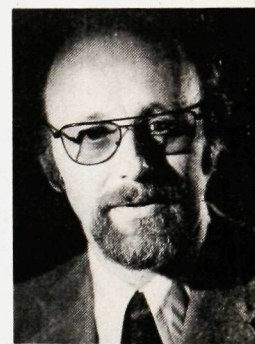
M. Pierre Martin (H.E.C.) vient d'être nommé président et chef de la direction de Noverco.

M. Roland Doré (poly) vient de se voir confier, pour un nouveau mandat de quatre ans, la direction de l'École Polytechnique de Montréal.



Roland Doré

M. Jacques Légaré (sciences), directeur du Département de démographie, a été élu secrétaire de la Société royale du Canada.



Jacques Légaré

M. Michel Chrétien (médecine) vient d'être nommé professeur honoraire de l'Académie chinoise des sciences médicales.

62 M. Robert Salette (poly) vient d'être nommé vice-président régional pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean de la compagnie Alcan.

M. Jean-Michel Paris (H.E.C.) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la société Totec.

63 M. René Primeau (poly) vient d'accéder au poste d'associé directeur du service de consultation pour le bureau de Montréal du réseau de Touche Ross Canada.

M. Gilles Laroche (poly) vient d'être nommé vice-président (planification) pour Québec Téléphone.

le carnet



Joseph-G. Turi

M. Joseph-G. Turi (droit, science politique) a été élu président du Centre culturel italien du Québec pour un autre mandat de deux ans.

M. Jean-Marc Bertrand (droit) annonce qu'il retourne à la pratique privée du droit, à Cap Rouge.

M. Claude Fontaine (droit) a été élu président du Conseil d'administration de l'Institut de cardiologie de Montréal.

65 M. Pierre Thérberge (histoire) vient d'être nommé directeur général du Musée des beaux-arts de Montréal

M. Louis-Philippe Desrosiers (H.E.C.) vient d'accéder au poste d'administrateur de la société Artopex International et au poste de président et directeur général de la filiale Artopex, Inc.

Mme Jeannine Rousseau (droit) vient d'être nommée à la Commission sur le traitement et les avantages des juges pour 1986. Elle est actuellement secrétaire générale de la société Télémedia.

66 M. Marcel Simard (H.E.C.) vient d'être promu contrôleur du Centre de recherche industrielle du Québec.

M. Pierre Parent (techniques de l'éducation; administration scolaire) vient d'être nommé directeur général de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal.

M. Denis Arcand (H.E.C.) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la société Totec.

68 M. Claude Renaud (H.E.C.) vient d'être nommé président du Conseil de la section du Québec de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

M. Rémi Marcoux (H.E.C.) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la société Artopex International.

M. Normand Cadieux (pharmacie) vient d'être nommé vice-président (marketing et ventes) chez National Drug Ltée.

69 M. Marc G. Fortier (droit) vient d'accéder au poste de vice-président (expansion) à la Métropolitaine du Canada.

M. Jean-Guy Marmen (H.E.C.) vient d'être nommé directeur du budget et de la trésorerie pour Québec Téléphone.

M. Jacques Brouillette (H.E.C.) vient de s'associer à la firme Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau et Associés.

Mme Ginette Piché (droit) vient d'être nommée juge à la Cour supérieure du Québec.

70 M. Marcel Brin (H.E.C.) vient d'accéder à la présidence de l'Association des anciens diplômés de l'École des H.E.C.

M. Gérard Coté (traduction) a été choisi président du Comité du patrimoine abénaquis, mis sur pied récemment par la Société d'histoire des Cantons de l'Est, afin de mettre en valeur l'héritage laissé dans la région par ses premiers habitants.

71 M. Louis R. Allard (poly) vient d'accéder au poste de vice-président et directeur général d'Equipfab, Inc.

Vidéotron
l'avantage
du choix

MOLSON
1786-1986
200 ans d'excellence

200 ans.
Faut fêter ça!

le carnet

M. Richard Bastien (sciences économiques) vient d'être nommé premier vice-président (assurances de personnes et actuariat) pour Les Coopérants.

M. Richard Beaudry (sciences économiques) vient d'être promu vice-président (développement corporatif et marketing) pour le Centre de recherche industrielle du Québec.

72 M. Gilles Desharnais (poly) vient d'être nommé vice-président (ventes et marketing) pour le groupe Permacon, Inc.

M. Bernard L'Écuyer (poly) vient d'être nommé président directeur général chez Almax International, Inc.

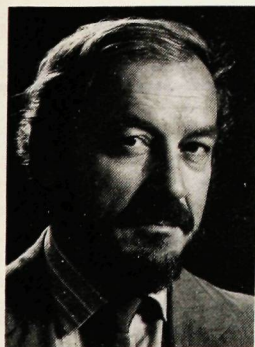
M. Conrad Cormier (relations industrielles) vient d'être nommé directeur général de la Communauté urbaine de Montréal.

M. Yves Millette (droit) vient d'être nommé vice-président des opérations d'assurance, division francophone, pour l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes.

M. Robert Choquette (droit) vient d'être nommé secrétaire général et directeur du personnel au Champlain Régional College de Lennoxville.

73 M. René Forget (H.E.C.) vient d'être nommé au bureau de direction de l'Association des professionnels en ressources humaines du Québec.

Mme Nicole Lanoue (sciences - H.E.C.) occupe depuis peu le poste de directrice de la recherche et de la formation au bureau de Montréal du cabinet Samson Bélair.



Gilles Carrier

74 M. Gilles Carrier (éducation) vient d'être nommé directeur général de C.A.N.A.L. Ltée., le consortium de télé-enseignement des collèges et universités du Québec. Il

remplit ce rôle dans le cadre de ses fonctions de directeur-adjoint du Centre audiovisuel de l'Université de Montréal.

75 M. Paul-André Malo (H.E.C.) vient d'être nommé président de l'Association des comptables généraux agréés du Canada.

76 M. Guy Langevin (droit) vient d'être nommé directeur général pour les services fiduciaires aux sociétés - région de l'Est, au Trust Général.

M. Guy Constantineau (poly) vient d'être nommé vice-président, directeur des projets spéciaux, chez Equipement Piedmont, Ltée.

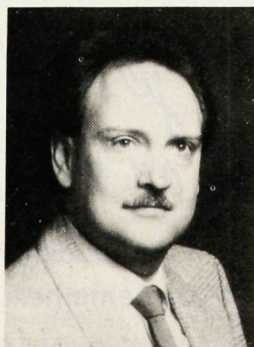
M. Jean-Jacques Roy (poly) vient d'être nommé directeur des systèmes pour AT et T Canada, Inc.



Jean-Guy Léger

M. Jean-Guy Léger (sciences économiques) vient d'être nommé président du Conseil d'administration de la société Pizza Belle, Inc.

M. Pierre DeFante (H.E.C.) vient d'être nommé directeur des approvisionnements à la Société de transport de la Rive-Sud de Montréal.



Normand Robert

77 M. Normand Robert (histoire) vient d'être nommé président de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, organisme de regroupement et de concertation qui compte plus d'une centaine de sociétés membres.

78 M. René Roy (théologie) a reçu du gouvernement du Canada la Médaille pour services distingués en milieu correctionnel, après vingt ans comme professeur auprès des détenus du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul. Il a également été promu Commandeur - Grand-Officier de l'Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem.

79 M. François Desrosiers (H.E.C.) vient d'être nommé directeur du marketing chez Restaurant Scott Québec, Ltée.

M. Gilles Lavigne (aménagement, urbanisme) vient d'être nommé directeur de la recherche et des études avancées à la Télé-Université de l'Université du Québec.

M. Denis Perrault (H.E.C.) vient d'accéder au poste de vice-président de Place Laval.

M. Lionel Alain Dupuis (droit) a été nommé chef de chancellerie à l'Ambassade du Canada au Venezuela

avec accréditation en République dominicaine et aux Antilles néerlandaises.



Lionel Alain Dupuis

80 Mme Lise Allard (études françaises) vient d'être nommée directrice des communications pour l'Union des municipalités du Québec.

82 Mme Manon Blanchette (histoire de l'art) vient d'être nommée conservateur en chef au Musée d'art contemporain.

83 M. Jacques Vanier (sciences économiques) vient d'être nommé directeur du service de la taxe de vente chez Maheu Noisieux.

Décès

27 Dr Maurice Légaré (médecine)

28 M. Léo Boissonnault (H.E.C.)

29 Me Jean Archambault (droit)

30 M. René L'Heureux (poly)

39 Me Suzanne Raymond (droit)

45 Dr Jacques Hébert (optométrie)

46 M. Bernard A. Lamarche (médecine dentaire)

49 M. Paul E. Mallette (H.E.C.)

50 M. Guy Desranleau (pharmacie)

51 Dr Louis Philippe Thibodeau (médecine)

52 M. Louis-Philippe Myre (théologie)

54 M. Alcide C. Horth (chimie)

56 Dr Jacques Nantel (médecine)

57 M. Yves Gaudette (poly)

59 M. Guy Thibodeau (pharmacie)

Confection DeLavoy inc.

VENTE & LOCATION

TENU DE CÉRÉMONIE • MERCERIE • HABITS SUR MESURE

SPÉCIALITÉ: Toges, vestes, chemises, collets et rabats

Principales cartes de crédit acceptées

10, RUE ST-JACQUES #102, MONTRÉAL, QUÉ. H2Y 1L3
(Rez-de-chaussée)

Tél.: (514) 842-3901

SERVICE
PERSONNALISÉ
ET RAPIDE

infocentre



• Services Bureau
• Distributeur d'équipement
• Micro ordinateur

3100 CÔTE VERTU, SUITE 390
VILLE SAINT-LAURENT (QUÉBEC, CANADA)
H4R 2J8 — MONTRÉAL (514) 337-1442 — TORONTO (416) 678-1841



**Le cimetière
Notre-Dame des Neiges**

*Vous remercie de l'attention
que vous lui témoignez.*

4601 Chemin de la Côte des Neiges
Montréal Québec H3V 1E7 Tél.: 735-1361

BUREAUX DANS LES PRINCIPALES
VILLES CANADIENNES

REPRÉSENTÉE
DANS LES GRANDS CENTRES
FINANCIERS INTERNATIONAUX

2, COMPLEXE DESJARDINS, BUREAU 2600
C P 153
MONTRÉAL (QUÉBEC) H5B 1E8
(514) 281-1555

2 PLACE LAVAL, BUREAU 460
LAVAL (QUÉBEC) H7N 5N6
(514) 384-8650



Comptables agréés
Les associés de votre gestion

**Weiss, Brazeau,
Gauvin, Dumais
& Associés**

COMPTABLES AGRÉÉS
CHARTERED ACCOUNTANTS

770, rue Sherbrooke ouest,
Bureau 1100
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. (514) 288-2020
Télex: 055-61984

Société Nationale affiliée
LAVENTHOL & HORWATH
Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary, Vancouver

*Conception... Construction... Procédé...
...pour tout bâtiment industriel*

**International
Construction Consultant Corporation**
INGÉNIEUR ET CONSTRUCTEUR

Une filiale de
BERTRAND GENDRON LTÉE
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

Division:
EXPANSION DES AFFAIRES
1, Place Ville, suite 2424
Montréal, QC, Canada
H3B 3M9
Tél.: (514) 331-1640
Télex: 055-61853



SIÈGE SOCIAL
999, rue De Salaberry
Montréal, QC, Canada
H3L 1L2
Tél.: (514) 331-1640
Télex: 058-25745

Code I-33

Montréal
(514) 871-1515

Laval
(514) 668-8910

Longueuil
(514) 670-4270

**Samson
Bélair**

Comptables agréés

**Une
approche
globale
...des
services
intégrés**

**PETRIE
RAYMOND**
COMPTABLES AGRÉÉS

Représentation internationale
JCI Worldwide

1320 BOUL. GRAHAM, BUREAU 301, MONTRÉAL QUÉBEC H3P 3C8 (514) 342-4740

*je (re)garde
un lien privilégié*

avec l'Université:

tous les dimanches à midi ou 22h30
"La semaine... à l'Université de Montréal"

à **CFTU-TV** (Montréal)
UHF 29, câble 23

diplômés-auteurs



Vol à retardement

Josée Dufour

Études françaises 1980
Éditions Fides, 1986
108 pages - 4,50\$

Premier volume de la série policière « Les enquêtes de Gloria » destinée aux préadolescents. L'intrigue, du style « Qui est le coupable? », a pour cadre un immeuble à revenus du quartier Côte-des-Neiges. Un roman court et allégre où le charme du passé côtoie la modernité avec bonheur. *Le testament de Madame Legendre*, deuxième volet de cette série, paraîtra en novembre prochain chez Fides.

Les lendemains de la révolution sexuelle. Le sexe a-t-il remplacé l'amour?

Michel Dorais

Service social 1977-1978
Éditions Prêtexte — Diffusion
Prologue
273 pages - 17,50\$

La révolution sexuelle des trente dernières années a-t-elle tenu ses promesses? Comment et pourquoi s'est-elle développée? Quels mythes et quelles réalités se cachent derrière ce qu'on a appelé la libération sexuelle? Quels changements a-t-elle apportés dans nos vies? Où en sommes-nous maintenant? Quelles alternatives s'offrent à nous? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles répond ce livre. Dépeignant l'évolution des mœurs depuis les années cinquante, l'auteur révèle les paradoxes et les contradictions de la révolution sexuelle. Il en souligne aussi les conséquences psychologiques, relationnelles, démographiques, économiques, politiques et culturelles. Surtout, il annonce une révolution sexuelle deuxième vague,

qui appelle l'invitée oubliée au banquet de la révolution précédente: la tendresse.

Le SIDA. Fléau réel ou fictif?

Jocelyne Delage

Lettres 1974, *médecine* 1969

Richard Morisset

Médecine 1964, *immunologie* 1965
Les éditions LA Presse Ltée, 1986
179 pages

Utile à tous ceux et celles que le sujet intéresse, ce livre le sera davantage à celles et ceux qui, au cours de leurs activités professionnelles, sont quotidiennement confrontés à la nouvelle réalité. Maladie infectieuse, la rétrovirose LAV-1/HTLV-111 intéresse au premier chef l'État, responsable de la protection de la santé publique, et les chefs des départements de santé communautaire mandatés. Tous les autres intervenants des domaines curatif et préventif auront sous la main un recueil de données, des guides d'intervention techniques conduisant chez nous à une action bien dirigée.

From Mind to Heart to Pen

John Podlog

Pharmacie 1935
Vantage Press Inc., 1986
40 pages - 5,95\$
Recueil de poèmes.

La créativité dans les organisations

Huguette St-Jules

Psychologie 1983-1985
Agence d'Arc Inc., 1986
149 pages

La créativité est indispensable à la survie et à l'expansion de toute entreprise. Cet ouvrage montre qu'elle n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui, face aux changements des comportements technologiques, organisationnels et personnels.

La traduction technique: principes et pratique

Claude Bédard

Traduction 1974
Linguatex éditeur, 1986
260 pages - 18,00\$

À l'apprenti traducteur comme au professionnel d'expérience, ce livre propose une vision intégrée des moyens et des buts de la traduction technique — une « théorie pratique » dont l'essentiel

s'applique du reste à l'ensemble des domaines de traduction spécialisée. Les divers points de repère qu'il présente éclairent la démarche de travail du traducteur et balisent aussi la voie du perfectionnement professionnel.

Lexique de cooccurrents — Bourse et conjuncture

Betty Cohen

Linguistique 1979, *traduction* 1984
Linguatex éditeur, 1986
130 pages - 14,00\$

Ce livre n'apporte évidemment pas une réponse toute faite à la question: comment écrire pour être lu? Plus modestement, mais aussi plus originalement, il propose un moyen d'atteindre cet objectif.

Chimie organique expérimentale

G. Beaudoin

M. Chavanne

E. Flamand

Chimie 1967

A. Jullien

Modulo éditeur, 1986
901 pages - 38,00\$

Somme de l'expérience industrielle et pédagogique de professeurs français et québécois, le volume est destiné aux étudiants du secteur professionnel des cégeps et à ceux du premier cycle universitaire.

L'organisation du travail

Michel Paquin

H.E.C. 1964
Agence d'Arc, 1986
208 pages - 22,00\$

Après avoir analysé les théories et approches dans le domaine de l'organisation du travail, l'auteur présente les différentes démarches à suivre, en tenant compte de plusieurs facteurs techniques, sociaux et humains. C'est donc un livre-clé pour détecter les problèmes de l'organisation du travail, à l'intention de tous ceux qui, dans l'entreprise, doivent définir de nouvelles orientations, en tenant compte de l'évolution, de l'environnement et de la motivation des individus.

Bonnes nouvelles pour toi

Roger Poudrier

Théologie 1968
Éditions Paulines — collection
Seve nouvelle
120 pages - 7,50\$

En achetant ce livre, tu prends un risque... Celui de rencontrer Dieu.

L'ordinateur, une technique avant-gardiste dans le processus de l'interprétation des tests psychologiques

Jean-Marc Chevrier

Psychologie 1945-1949
Bulletin IRP — Volume 1, été 86
2,00\$ l'exemplaire

Le bulletin IRP vise plus particulièrement à renseigner les professionnels sur les développements en psychologie et en counselling. Destiné aux psychologues et aux conseillers en orientation, ce premier numéro s'attarde à l'historique et à l'évolution de l'interprétation des tests psychologiques, et aux changements provoqués par l'informatique dans ce domaine.

Pathologie médicale de l'appareil locomoteur

Richard Leclaire

Médecine 1966

Michel Dupuis

Médecine 1960
Edisem Saint-Hyacinthe, 1986
975 pages - 82,00\$

Ce traité fait suite à des échanges précieux et suivis dans le domaine du diagnostic et du traitement des affections du système locomoteur. Il servira de livre de référence et permettra de mieux connaître et d'apprécier des moyens de diagnostic et des techniques de traitement qui, probablement, n'ont jamais été enseignés au cours d'études antérieures.

Mon mari le docteur

Daniel Gagnon

Lettres 1970
Leméac, 1986
82 pages

Couple étrange que ce psychiatre toxicomane et cette patiente internée à l'asile. A-t-elle vraiment tué son mari le docteur? De sa cellule, elle adresse un hallucinant plaidoyer aux membres d'une commission d'enquête. Toute sa vie, elle a cru que l'amour allait les sauver, elle et son mari. Amoureuse folle ou folle amoureuse, ce fascinant personnage, dont les suppliques semblent se répéter à l'infini sans jamais connaître d'écho, revêt une grandeur à la mesure de son immense et tragique solitude.

Fonds de développement

Phonothon 1986: un nouveau sommet

À sa sixième édition, le phonothon annuel du Fonds de développement de l'Université de Montréal, organisé en collaboration avec Hydro-Québec, bat tous les records précédents. En effet, avec un montant total de 302 816\$, c'est un nouveau sommet qui est atteint grâce à une équipe de 266 téléphonistes.

Placé sous la présidence d'honneur de M. Guy Coulombe, président et directeur général d'Hydro-Québec, le phonothon 1986 a été préparé avec une rare minutie par un Comité sous la direction de M. Guy McSween, chef de service, approvisionnement et services administratifs, Hydro-Québec.

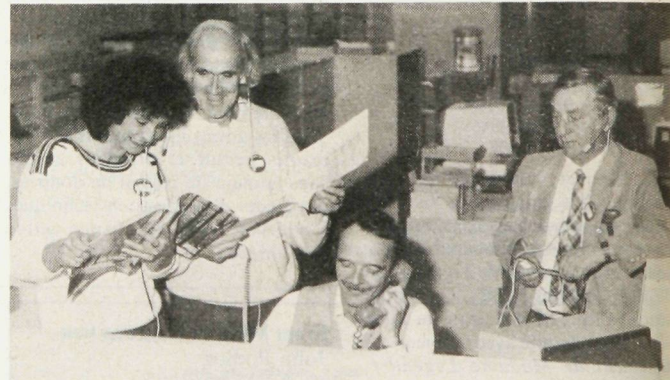
Il faut aussi souligner la collaboration du Centre audio-

visuel et celle de la Direction des communications de l'Université de Montréal dans la préparation et la réalisation de documents publicitaires.

La présence du recteur de l'Université de Montréal, M. Gilles Cloutier, du vice-recteur à l'administration, M. Jacques Lucier, du secrétaire général, M. Michel Lespérance, de même que celle des représentants d'Hydro-Québec, M. Claude Boivin, vice-président exécutif, Madame Claire Robichaud, chef de service, presse interne et externe et M. Gilles Joyal, directeur des Services administratifs, soulignent bien l'intérêt que suscite, chaque année, cette vaste « Opération, coup de fil » menée au profit de l'Université.

Meilleurs résultats

Christiane Gagnon, méd. vét.	7825\$	Marcel Marcoux, méd. vét.	3725\$
Arto Demerjian, méd. dent.	6925\$	Marie Deschamps, droit	3680\$
Jacques Gagné, pharm.	6200\$	Denis Bourbeau, méd.	3525\$
Jean Guertin, méd. vét.	6120\$	Denis Boutin, chimie	3495\$
Jean Dumontier, arch.	5645\$	Louise Longtin, méd.	3455\$
Marie-France Thibodeau, sc. inf.	5025\$	Raymond Racicot, méd. vét.	3440\$
Michel Bergeron, méd.	4970\$	Maurice Verdy, méd.	3255\$
Ephrem Jacques, méd. vét.	3950\$	Claire Laberge-Nadeau, méd.	3190\$
Daniel Barrette, méd. vét.	3750\$	Daniel Perras, méd. vét.	3070\$
Christine Vézina, méd. vét.	3725\$	Raymond Millette, méd. vét.	3070\$



Phonothon Chicoutimi

Le 14 octobre dernier, douze diplômés de la région du Saguenay Lac Saint-Jean participaient au phonothon tenu dans les bureaux de Bell Canada à Chicoutimi. Près de 10 000\$ étaient souscrits ce soir-là par une centaine de diplômés. Sur la photo, dans l'ordre habituel, Marlène Ouellet (droit 75), Victor Tremblay (méd. dent. 57), Eddy Flamand (chimie 67) et Nicol Cloutier (méd. dent. 53).



M. Gilles Legault (droit 54), avocat en chef à Hydro-Québec et ancien président de l'AGEUM, est ici encouragé par le vice-recteur à l'administration, M. Jacques Lucier.



Christiane Gagnon (méd. vét. 76) a atteint le plus fort montant souscrit au cours d'une soirée en obtenant 7 825\$ promis par 20 souscripteurs.

Plus grand nombre de souscripteurs

Michèle Comeau, sc. éduc.	30	Pierre André Côté, droit	21
Pierre Robert, informatique	30	Alain Johnson, droit	21
Pierre Filion, lettres	29	Roland Rivest, chimie	21
Michel Carbonneau, sc. éduc.	25	Georges Larivière, éduc. phys.	21
Andrée Ouellet, maths.	25	Claire Laberge-Nadeau, méd.	21
Daniel Perras, méd. vét.	25	Jean Guertin, méd. vét.	21
Michel Rivest, réadaptation	24	Louise Marcil Lacoste, philosophie	21
Suzanne Simard, nutrition	24	Gaétane C. Hains, rel. indust.	21
Claire Dalmé, nutrition	24	Marc Lefebvre, pharmacie	21
Denise Gagnon, droit	23	Gilles Legault, droit	20
Henri François Gautrin, maths	23	Julien Plouffe, droit	20
Nicole Bédard, musique	22	Jacques Boucher, droit	20
Françoise Savard Goulet, réadaptation	21	Renée Thivierge, sc. éduc.	20
		Maurice d'Amboise, chimie	20
		Jean L. Perreault, méd.	20
		Christiane Gagnon, méd. vét.	20
		Jean-Pierre Blondin, psycho.	20
		John Dudley, ortho-audio	20

Merci à nos commanditaires

Hydro-Québec	Restaurant Extrême Orient
Air Canada	Seagram
Agropur	Via Rail
Dismat	Au papillon gourmand
Humpty-Dumpty	Gray-Rocks
La Pinsonnière	L'Estérel
Le Chantecler	Le Centre Sheraton
Molson	Le Vieux Four de Laval
Mont Sainte-Agathe	Mount Olympia
Mont Sutton	Mont Saint-Sauveur
	Québecair
	Schenley
	Service des sports U. de M.

Nous coopérons à votre protection!

**Un programme
d'assurance
collective s'adressant
aux diplômés
de l'Université de Montréal**

Saviez-vous que?

Les Coopérants, compagnie d'assurance générale, offrent une gamme complète de produits et services en assurances I.A.R.D. (Incendie, accidents et risques divers).

Tous ces produits adaptés aux besoins des consommateurs d'aujourd'hui permettent aux Coopérants d'offrir, à des tarifs avantageux:

Assurance automobile

Assurance habitation

- locataire ◦ propriétaire ◦ copropriétaire

Quels sont les avantages de ce programme d'assurance collective?

- Tarif préférentiel
- Facilité de paiement de vos primes par versements mensuels sans frais
- Exonération du paiement des primes en cas d'invalidité
- Possibilité pour les membres de la famille de l'assuré et résidant sous le même toit de bénéficier des mêmes avantages.

Autres caractéristiques de nos contrats

Assurance automobile

- Valeur à neuf sur véhicule neuf (facultatif)
- Couverture sur véhicule d'un tiers et privation de jouissance.

Assurance biens personnels

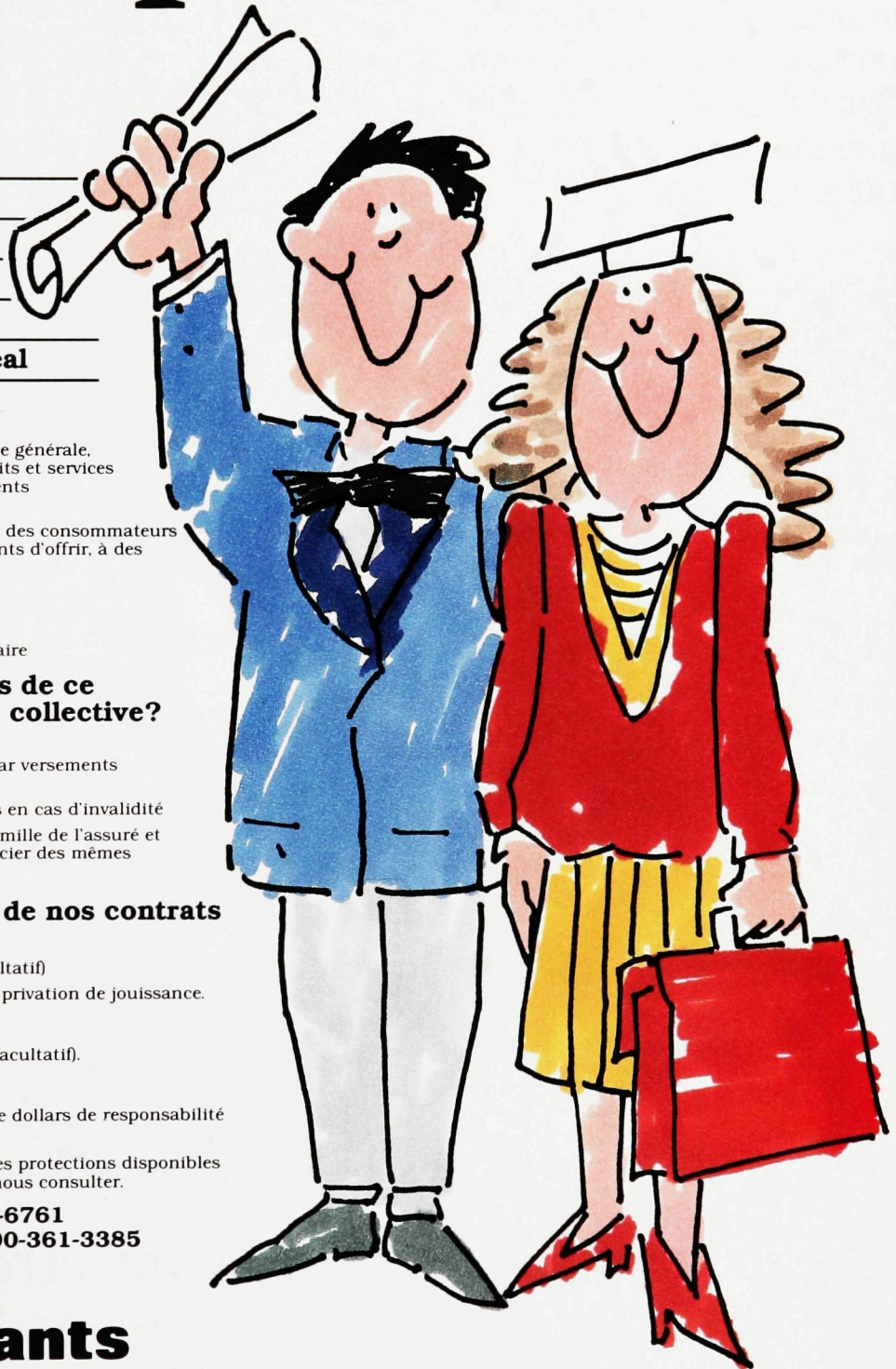
- Valeur à neuf sur biens personnels (facultatif).

Assurance "Umbrella"

- Protection "Umbrella" de 1 million de dollars de responsabilité dans le monde entier (facultatif).

Vous désirez en savoir davantage sur les protections disponibles chez Les Coopérants? N'hésitez pas à nous consulter.

**Numéros de téléphone: 355-6761
1-800-361-3385**



Coopérants

Compagnie d'assurance générale

À CHACUN SON MÉTIER...



Les spécialistes
de l'audiovisuel

Pour vos congrès,
vos meetings ou votre
assemblée annuelle, laissez
Audio-Multivision prendre les
choses en main. Audio-Multivision
produit, au moyen des techniques les
plus modernes, des diaporamas pour que
vous soyez bien écouté, donc bien compris.
Audio-Multivision, c'est une technique fiable,
économique et efficace au service de votre entreprise.
Pour bien vous convaincre de notre utilité, faites
le simple calcul suivant: si une diapositive vaut mille mots,
combien vaut tout un diaporama?

À chacun son métier... pour être bien écouté.

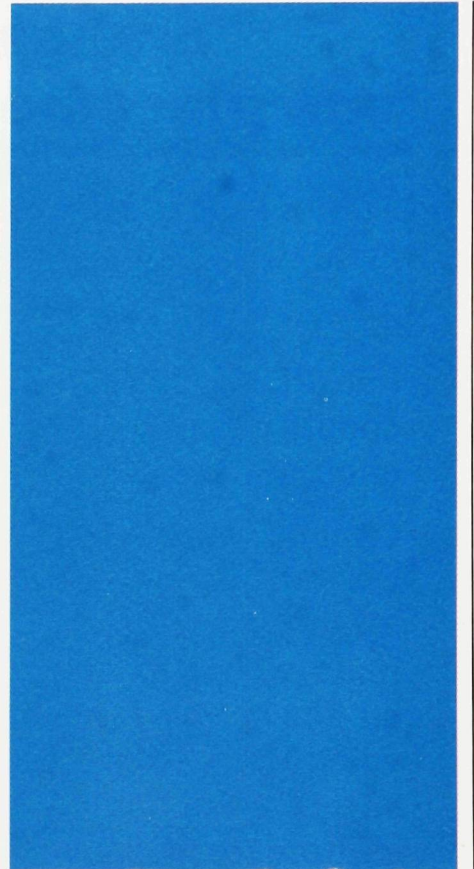
2300 est, rue Sherbrooke,
suite 5, Montréal, Québec
H2K 1E5 Tél.: (514) 521-1175

AMV
AUDIO-
MULTIVISION INC.

Un nouveau médicament ne surgit pas spontanément. Il faut énormément de recherche et de travail pour le découvrir, le fabriquer et en évaluer l'efficacité. Il y a dix ans, les cinq principaux médicaments d'ordonnance que l'on connaît aujourd'hui n'existaient pas encore et dans moins d'une décennie, plusieurs des médicaments les plus utilisés main-

Sans la recherche, c'est le vide...

tenant seront déjà remplacés par d'autres plus efficaces. Les progrès de la pharmacothérapie ont grandement contribué à la qualité des soins au Canada. La recherche pharmaceutique a donc une importance prépondérante dans le maintien de la santé chez nous. C'est ce qui fait la fierté de Merck Frosst, chef de file dans le domaine de la recherche pharmaceutique.



MERCK FROSST CANADA INC.

KIRKLAND, QUEBEC

La recherche d'aujourd'hui au service de la thérapeutique de demain



TRUST GÉNÉRAL

Info-PLACEMENT

**un instrument
de choix
pour mieux
orchestrer
vos placements.**



Info-PLACEMENT, une publication du Trust Général, constitue un guide précieux qui vous éclairera dans le choix de vos placements.

Chaque numéro d'Info-PLACEMENT contient un portrait récent de la conjoncture économique et des marchés financiers, une chronique à jour sur les différents véhicules de placements, de même qu'un aperçu des comportements boursiers canadien et américain. Vous y trouverez également des suggestions sur la composition optimale de votre portefeuille, compte tenu de vos objectifs, de votre âge et du capital dont vous disposez.

Info-PLACEMENT vous offre dans un langage accessible des informations financières de premier choix. Il paraît quatre fois l'an et vous est offert **gratuitement**. Pour le recevoir, composez le 871-7519 ou demandez-le à la succursale de votre choix.

Sept-Îles
770, boul. Laure G4R 1Y5
(418) 968-1830

Rimouski
2, Saint-Germain Est G5L 8T7
(418) 724-4106

Chicoutimi
494, Champs-Élysées G7H 5C2
(418) 549-6490

Québec
1091, chemin Saint-Louis G1K 7B8
(418) 688-0630

Place Fleur de Lys
550, boul. Wilfrid-Hamel G1M 2S6
(418) 522-4618

Lévis
Les Galeries Chagnon
300, Côte du Passage G6V 6R8
(418) 833-4450

Trois-Rivières
1350, Royale G9A 4J4
(819) 379-7230

Laval
Place du Carrefour
2525, boul. Daniel-Johnson
Suite 125, H7T 1S9
(514) 682-3200

Pointe-Claire
955, boul. St-Jean H9R 5K3
(514) 694-5670

Ville Mont-Royal
Centre Rockland
2305, chemin Rockland,
Bureau 142, H3P 3E9
(514) 341-1414

Outremont
1, Vincent d'Indy H2V 4N7
(514) 739-3265

Montréal/Place Ville-Marie
Galerie des Boutiques H3B 2G7
(514) 861-8383

Montréal/University
1100, University H3B 2G7
(514) 871-7200

Anjou
Place d'Anjou
7363, St-Zotique H1M 3A5
(514) 355-4780

LaSalle
Carrefour Angrignon
7077, boul. Newman,
Bureau 92A H8N 1X1
(514) 366-0730

Rive-Sud
Place Portobello
7350, boul. Taschereau J4W 1M9
(514) 466-2500

Hull
120, Promenade du Portage
J8X 2K1
(819) 771-3227

Filiales à Sherbrooke
Sherbrooke Trust
Siège social
75, Wellington Nord J1H 5B5
(819) 563-4011
4 succursales

Filiales en Ontario
Sterling Trust
Siège social
220 Bay Street, Toronto M5J 2K8
(416) 364-7495
27 succursales